

A smiling woman with curly hair is riding a bicycle. She is wearing a grey long-sleeved shirt and has peace sign earrings. In the foreground, a white coffee cup is visible. The background is slightly blurred, showing some foliage and a building.

adie

## **Les comptes de l'Adie 2023**

**Rapport du commissaire aux comptes**

**Rapport spécial du commissaire aux comptes**

**Le mot du trésorier**

**Bilan et compte de résultats**

**Rapport de gestion**

**Annexe comptable**

# SOMMAIRE

MOT DU TRESORIER	3
BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	4
RAPPORT DE GESTION	9
1. Activité 2023	9
2. Le compte de résultat	12
2.1 Les charges d'exploitation	13
2.2 Les ressources	14
3. Le bilan	16
3.1 L'actif	16
3.2 Le passif	17
4. Le financement des encours de microcrédits	17
5. Perspectives 2024	18
6. Affectation du résultat et évolution des réserves	19
6.1 La réserve « réglementaire »	19
6.2 La réserve « prudentielle »	19
6.3 La réserve « plan stratégique »	19
6.4 Réserve « offre quasi-fonds propres »	20
6.5 La réserve libre	20
6.6 Tableau des réserves	20
ANNEXE	21
Présentation des missions de l'Adie : objet social, activités, missions sociales, moyens mis en œuvre	21
1. Faits caractéristiques de l'exercice – principes, règles et méthodes comptables	22
1.1 Conventions générales comptables appliquées	22
1.2 Rappel des méthodes, d'estimation et des modalités d'application	22
1.3 Faits significatifs de l'exercice	24
2. Présentation des comptes de l'Adie : l'actif du bilan	25
2.1 Les immobilisations et les amortissements	25
2.2 Les immobilisations financières	28

2.3	Les créances	30
3.	Présentation des comptes de l'Adie : le passif du bilan	31
3.1	Les fonds propres	31
3.2	Les provisions pour risques et charges	34
3.3	Les dettes financières	34
3.4	Les dettes d'exploitation	36
4.	Présentation des comptes de l'Adie : le compte de résultat	37
4.1	Le résultat d'exploitation	37
4.2	Le résultat financier	40
4.3	Le résultat exceptionnel	41
4.4	Synthèse des provisions	42
4.5	Le commissaire aux comptes	43
4.6	Les salariés et les dirigeants de l'Adie	44
5.	Les engagements hors bilan	44
5.1	Engagements de départ en retraite	44
5.2	La sectorisation concernant les activités de microfranchise solidaire, les activités internationales et diverses prestations	44
5.3	Les garanties sur les prêts	45
5.4	Garantie donnée sur les emprunts	46
5.5	Emprunts signés restant à débloquer	46
6.	Avantages et ressources provenant de l'étranger	47
7.	Tableau du compte de résultat par origine et destination suivi du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public	47
7.1	Les emplois	47
7.2	Les ressources	48
7.3	Les contributions volontaires	49
7.4	Le mécénat de compétence	50
	<b>TABLEAUX DE SYNTHÈSE</b>	<b>54</b>
1	Situation de l'actif réalisable et disponible	54
2.	Tableau de financement, première partie : haut de bilan	55
3.	Tableau de financement, seconde partie : bas de bilan	56
4.	Plan de financement prévisionnel	57

# ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE - ADIE

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

## **ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE - ADIE**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet  
1901 Siège social : 23, Rue des Ardennes  
75019 Paris SIREN : 352 216 873

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'Association pour le Droit à l'initiative Economique,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association pour le Droit à l'initiative Economique (ci-après ADIE) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe aux comptes :

- La note 2.2.1.2 qui expose la correction d'erreur relative au traitement comptable des pertes sur prêts d'honneur,
- La note 6. qui présente, pour la première année, l'état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger, conformément au règlement ANC N° 2022-04 du 30 juin 2022.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance des appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- La conformité aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 modifié par le règlement ANC n° 2020-08 du compte de résultat par origine et par destination (CROD) et du compte d'emploi annuel des ressources (CER), ainsi que le caractère approprié des modalités et hypothèses retenues pour leur élaboration, présentées dans la note 7 de l'annexe aux comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

# Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une



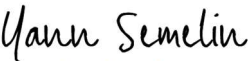
fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux

comptes Mazars

Paris La Défense, le 25 mars 2024

DocuSigned by:  
  
3F79912799714DE...

Yann  
Semelin  
Associé





Tour Exaltis  
61, rue Henri Regnault  
92075 Paris La Défense Cedex

# ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE - ADIE

## **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation  
des comptes de l'exercice clos le  
31 décembre 2023

# ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE - ADIE

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 23, Rue des Ardennes 75019

Paris SIREN : 352 216 873

## Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'Association pour le Droit à l'initiative Economique (ADIE),

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

### Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R.612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes mentionnées à l'article R. 612-5 du code de commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice écoulé.

#### 1. Convention conclue avec le Fonds de dotation ADIE

Administrateurs communs concernés :

- Frédéric L'avenir, Président de l'ADIE
- Emmanuel Landais, Directeur général de l'Adie et Administrateur représentant du Fonds
- Laure Coussirat-Coustère, Directrice générale adjointe de l'ADIE et Administratrice

représentante du Fonds

- Alice Rosado, Directrice générale adjointe de l'ADIE et administratrice représentante du Fonds

*Nature, objet et modalités :* Convention de coopération expliquant les règles de coopération sur la gestion comptable financière et administrative, la mise à disposition de personnel, la gestion des ressources humaines, et la politique de communication du Fonds.

- En 2023, le montant des charges du Fonds de dotation pris en charge par l'ADIE est de 224 315€, déduction faite des charges facturées par l'ADIE au Fonds d'un montant de 160 610€.
- En 2023, le Fonds de Dotation a versé à l'ADIE la somme de 88 767€ de dons IFI dans le cadre du mandat donné par l'ADIE concernant la collecte IFI. Il a également versé à l'ADIE la somme de 247 280€ dans le cadre des missions sociales (dont 30 080€ d'apport en fonds de prêt d'honneur dans le cadre de l'opération apport en capital).

## 2. Convention conclue avec la société AMSI

*Administrateurs communs concernés :*

- Vincent Mercier, Président d'AMSI et Administrateur de l'ADIE
- Emmanuel Landais, Directeur général de l'ADIE et Associé d'AMSI en tant que représentant de l'ADIE
- Eric Dejoie, Administrateur de l'ADIE et Associé d'AMSI

*Nature, objet et modalités :* Convention de coopération et d'agrément expliquant les liens étroits entre AMSI et l'ADIE et détaillant les conditions de coopération de l'ADIE. En contrepartie de cette coopération, AMSI verse à l'ADIE une contribution financière

- En 2023, le montant facturé par l'ADIE à AMSI dans le cadre de la convention est de 120€.
- En 2023, le montant de la contribution financière dans le cadre de la convention est de 4 422€.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 25 mars 2024

DocuSigned by:  
  
3F79912799714DE...

Yann Semelin  
Associé

## MOT DU TRESORIER

---

Dans la continuité d'une année 2022 marquée par une augmentation record du nombre de personnes que l'Adie a financées et accompagnées, l'ambition de développement pour l'année 2023 était très forte.

Des moyens supplémentaires importants ont été déployés, conformément au plan de marche prévu par notre plan stratégique 2022-24.

Après un premier semestre marqué par un ralentissement dans un environnement de plus grande incertitude économique, les équipes de l'Adie ont su mobiliser tous leurs moyens et démontrer - à l'image des personnes qu'elles accompagnent au quotidien - leur capacité de rebond pour infléchir cette tendance. C'est ainsi qu'un nombre record de personnes ont été financées au dernier trimestre 2023.

Après une nécessaire harmonisation de la performance des nouveaux moyens mis en œuvre dans le cadre du déploiement du plan stratégique, l'organisation de l'Adie ainsi renforcée, notamment dans les secteurs de la distribution et du recouvrement, est aujourd'hui pleinement efficace. Ce renforcement de l'organisation est également mis au service de la politique de transition écologique inclusive de l'Adie, un des axes stratégiques prioritaires de l'association qui milite pour une mobilité propre inclusive qui permette à chacun de participer à la transition écologique.

Le résultat de l'exercice 2023 de l'Adie est légèrement déficitaire, très proche de l'équilibre budgété. Cet exercice est marqué par une progression de la marge qui bénéficie de l'augmentation du montant moyen des prêts ainsi que par une progression des financements externes, notamment privés. La structure financière de l'Adie reste très solide.

L'objectif est de poursuivre en 2024 la dynamique de croissance de l'activité observée en fin d'année 2023. Cet objectif est pleinement aligné avec l'ambition réaffirmée du plan stratégique de donner à encore plus de personnes la possibilité de créer leur propre entreprise. Dans un contexte économique fragile, le rôle de l'Adie sera toujours plus essentiel pour de nombreux entrepreneurs qui souhaitent se lancer ou qui sont déjà en activité.



Eric Déjoie

# BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	BRUT	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	5 541 700	5 068 375	473 324	530 549
<i>Frais d'établissement</i>				
<i>Frais de recherche et de développement</i>				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	5 541 700	5 068 375	473 324	530 549
<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>				
<i>Avances et acomptes</i>				
Immobilisations corporelles	6 048 087	5 316 677	731 410	854 507
<i>Terrains</i>				
<i>Constructions</i>				
<i>Installations techniques, matériel et outillages industriels</i>	6 048 087	5 316 677	731 410	854 507
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>				
<i>Avances et acomptes</i>				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	334 636 363	11 576 494	323 059 869	287 515 494
<i>Participations et créances rattachées</i>	50 400		50 400	40 400
<i>Autres titres immobilisés</i>	2 112 188	12 993	2 099 194	11 226 008
<i>Prêts</i>	331 693 833	11 563 500	320 130 333	275 563 763
<i>- dont microcrédits</i>	300 134 290	11 563 500	288 570 790	240 547 245
<i>- dont prêts d'honneur</i>	31 559 543		31 559 543	35 016 057
<i>Autres</i>	779 943		779 943	685 323
TOTAL I	346 226 150	21 961 546	324 264 603	288 900 549
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances	49 174 886	3 463 396	45 711 489	39 639 623
<i>Créances clients, usagers et comptes rattachés</i>	2 038		2 038	105 578
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>	100 000		100 000	
<i>Autres</i>	49 072 847	3 463 396	45 609 451	39 534 044
<i>- dont subventions d'exploitation à recevoir</i>	41 840 960	3 463 396	38 377 564	36 332 880
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	68 260 772		68 260 772	36 022 697
Charges constatées d'avance	926 322		926 322	789 249
TOTAL II	118 361 979	3 463 396	114 898 583	76 451 568
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	464 588 129	25 424 943	439 163 187	365 352 118

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	19 409 301	19 872 507
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	19 409 301	19 872 507
- dont Fonds de prêts d'honneur	16 311 131	16 774 337
Fonds propres avec droit de reprise	31 719 599	39 369 606
<i>Fonds statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	31 719 599	39 369 606
- dont Fonds de prêts d'honneur	28 736 745	36 335 684
- dont Fonds propres microcrédits	100 000	100 000
- dont Fonds de crédit	2 338 308	2 343 806
- dont Fonds de garantie	544 546	590 116
Ecart de réévaluation		
Réserves	28 847 609	28 767 365
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>	22 600 000	20 550 000
- dont réserve réglementaire	11 300 000	10 150 000
- dont réserve prudentielle	11 300 000	10 400 000
<i>Réserve pour projet de l'entité</i>	6 247 609	8 217 365
- dont réserve plan stratégique	2 281 000	2 281 000
- dont réserve offre quasi fonds propres	2 000 000	3 000 000
- dont réserve libre	1 966 609	2 936 365
<i>Autre</i>		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-266 698	80 244
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>79 709 811</b>	<b>88 089 722</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>79 709 811</b>	<b>88 089 722</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Titres associatifs	10 000 000	19 200 000
<b>TOTAL I bis</b>	<b>10 000 000</b>	<b>19 200 000</b>

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	100 000	
Fonds dédiés		
<b>TOTAL II</b>	<b>100 000</b>	
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	194 513	677 236
Provisions pour charges		
<b>TOTAL III</b>	<b>194 513</b>	<b>677 236</b>
<b>FONDS DEDIES</b>		
sur subventions de fonctionnement		
sur autres ressources		
<b>TOTAL III bis</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires		256 374
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	247 455 161	166 253 176
Emprunts et dettes financières divers	43 396 035	37 632 025
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 687 219	1 826 198
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	6 288 385	6 683 112
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	41 053 991	32 792 054
- dont primes et avances remboursables	9 685 545	8 847 887
- dont garanties sur prêts appelés	30 251 428	23 223 468
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	9 278 071	11 942 221
<b>TOTAL IV</b>	<b>349 158 862</b>	<b>257 385 160</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I+Ibis+II+III+IIIbis+IV+V)</b>	<b>439 163 187</b>	<b>365 352 118</b>



COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>PRODUITS D EXPLOITATION</b>		
Cotisations	2 270	2 430
Ventes de biens et services	309 326	667 875
<i>Vente de biens</i>		
<i>dont vente de dons en nature</i>		
<i>Vente de prestations de service</i>	309 326	667 875
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	37 561 932	33 789 531
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	30 952 601	28 005 280
- <i>dont Etat</i>	4 382 382	4 473 349
- <i>dont Conseils Régionaux</i>	5 348 171	5 932 812
- <i>dont Conseils Départementaux</i>	2 374 680	2 093 297
- <i>dont Communes</i>	2 771 455	2 953 097
- <i>dont Etablissements publics</i>	12 937 346	10 576 659
- <i>dont Union Européenne</i>	4 283 487	2 968 521
- <i>dont emplois aidés</i>	31 230	28 968
- <i>dont variation sur conventions des années antérieures</i>	-1 176 150	-1 021 423
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	1 906 690	4 155 175
<i>Dons manuels</i>	299 113	195 017
<i>Mécénats</i>	1 607 577	3 960 158
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
<i>Contributions financières reçues</i>	4 702 640	1 629 075
- <i>dont Frais d'expertise</i>	1 528 640	1 587 075
- <i>dont Organismes sans but lucratif</i>	2 956 800	
- <i>dont Fonds Adie</i>	217 200	42 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	574 340	1 119 485
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	399 045	413 593
<i>Production immobilisée</i>	332 850	385 821
<i>Autres produits</i>	66 195	27 772
<b>TOTAL I</b>	<b>38 846 913</b>	<b>35 992 913</b>
<b>CHARGES D EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	17 283 135	14 951 503
Aides financières versées par l'entité	380 547	1 480 756
Impôts, taxes et versements assimilés	2 380 381	2 184 247
Salaires et traitements	29 245 267	25 395 853
Charges sociales	11 624 009	10 246 383
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	819 552	892 097
Dotations aux provisions	216 144	223 059
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	533 261	423 820
<b>TOTAL II</b>	<b>62 482 296</b>	<b>55 797 717</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-23 635 383</b>	<b>-19 804 804</b>

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (intérêts sur prêts)	27 569 153	21 989 466
Autres intérêts et produits assimilés	1 347 200	31 496
Reprises sur provisions, dépréciation et transferts de charges	9 252 947	994 993
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mob. de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>38 169 301</b>	<b>23 015 955</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	11 626 871,26	1 813 811,78
- dont dotations financières pour prêts risqués Adie	2 744 092	653 157
- dont pertes sur prêts	8 882 779	1 144 234
Intérêts et charges assimilées	3 027 862	1 433 806
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	42,59	
<b>TOTAL IV</b>	<b>14 654 775</b>	<b>3 247 618</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>23 514 525</b>	<b>19 768 337</b>
<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)</b>	<b>-120 858</b>	<b>-36 467</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	464	25 304
Sur opérations en capital		120 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>464</b>	<b>145 304</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	8 013	11 479
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>8 013</b>	<b>11 479</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>-7 549</b>	<b>133 825</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	138 291	17 114
Total des produits (I+III+V)	77 016 678	59 154 172
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	77 283 376	59 073 928
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-266 698</b>	<b>80 244</b>

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		299
Prestations de services en nature	9 690	44 245
Bénévolat et mises à disposition	15 869 565	16 206 129
<b>TOTAL</b>	<b>15 879 255</b>	<b>16 250 673</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	9 690	39 445
Prestations en nature		5 099
Personnel bénévole et/ou mis à disposition	15 869 565	16 206 129
<b>TOTAL</b>	<b>15 879 255</b>	<b>16 250 673</b>

# RAPPORT DE GESTION

---

## 1. Activité 2023

Après une année 2022 de fort développement, l'année 2023 a été marquée par un ralentissement de l'activité en début d'année, puis une reprise progressive sur la seconde moitié de l'année :

- Le nombre de clients financés par un microcrédit professionnel est stable par rapport à 2022, mais se situe en-dessous des objectifs particulièrement ambitieux fixés pour cette deuxième année du plan stratégique. Le nombre de nouveaux clients professionnels, principal objectif de développement, qui avait augmenté de 22% en 2022, se maintient légèrement au-dessus de 16 000 en 2023. Les renouvellements de prêts professionnels sont également stables avec un peu plus de 10 000 clients financés.
- L'activité microcrédits mobilité renoue avec une légère croissance de 2%, après une année 2022 en recul.
- Sous l'effet principalement de l'inflation, le montant moyen des microcrédits a fortement augmenté (+13%).
- Dans ce contexte inflationniste, qui a suivi la crise sanitaire, le risque crédit est en hausse sur l'année, pour atteindre fin décembre un taux de retard de paiement sur les 4 dernières générations produites (« Taux d'impayés 48 mois ») de 6,09 % contre 5,16% à fin décembre 2022.
- Près de 30 500 clients ont bénéficié d'un diagnostic accompagnement en 2023, un niveau historique, en croissance de 7% par rapport à 2022, et conforme à l'objectif fixé pour cette année. Au total, tous services d'accompagnement confondus, près de 32 600 clients ont bénéficié d'un accompagnement en 2023.
- Enfin, le nombre de nouveaux clients assurés est en nette baisse sur la microassurance professionnelle (-14%), tout comme sur l'assurance auto (-26%).

Les facteurs d'explications sont multiples :

- La nette réduction de l'enveloppe de primes versées aux jeunes entrepreneurs dans le cadre du programme d'Inclusion par le Travail Indépendant. Ces apports en fonds propres, essentiels pour les entrepreneurs qui créent leur entreprise, avaient permis en 2022 à un grand nombre d'entre eux de se lancer avec des moyens adaptés à leur situation.
- Le contexte inflationniste qui a notamment pour effet d'augmenter les besoins de financement de ceux qui souhaitent se lancer dans l'aventure entrepreneuriale, les freinant ainsi dans leur projet.

- Le renforcement de l'organisation de l'Adie ces deux dernières années, avec de nombreux recrutements, et la prise en charge progressive des financements mobilité par les équipes à distance. Ces investissements, qui ont pu temporairement ralentir la croissance de l'activité, le temps d'accompagner la montée en compétence des équipes, devraient être les principaux moteurs de la croissance attendue en 2024.

La stabilisation de l'activité en 2023 est également constatée par d'autres acteurs de l'accompagnement à la création d'entreprise et s'observe plus globalement dans les chiffres de la création d'entreprises en France qui n'ont pas augmenté cette année.

Les signaux de reprise de la dynamique de croissance se sont fait sentir depuis le mois de juin avec une nette augmentation du nombre de personnes contactant l'Adie dans le cadre d'un projet entrepreneurial, qui se traduit par une hausse du nombre de personnes financées au cours du dernier trimestre de l'année.

Les 105 projets prévus au plan stratégique 2022-24 ont continué à se déployer tout au long de l'année 2023. Le bilan à mi-parcours est très positif, avec de nombreuses actions très concrètes mises en place.

L'Adie s'est fixée pour ambition d'être plus proche, militante, efficace et collaborative pour développer l'entrepreneuriat populaire.

#### Axe 1 : Adie proche

Afin de développer sa mission en direction de son public cible, l'Adie renforce sa proximité et sa proactivité auprès des entrepreneurs, par la personnalisation de ses services, au plus près de leurs besoins. En ce sens, de nombreuses initiatives du plan stratégique reflètent cette priorité.

Après une année 2022 durant laquelle l'ensemble des conseillers et leurs encadrants ont été formés à « Aller-vers » les porteurs de projets et les entrepreneurs en activité, de façon proactive et régulière, cette démarche s'est installée dans les pratiques des équipes en 2023.

Toujours dans le but d'intensifier et étendre notre présence sur les territoires, des chargés de communication ont été recrutés en 2022 et 2023 dans chacune des directions régionales de l'Adie.

Pour approfondir notre relation avec les entrepreneurs financés, plus de 30 000 entretiens diagnostics avec nos clients ont été réalisés en 2023.

#### Axe 2 : Adie militante

Le programme d'Inclusion par le Travail Indépendant (« PITI ») lancé par l'Etat en 2021 a permis d'intégrer l'action de l'Adie dans le champ de l'insertion par l'activité économique (IAE). Ce programme a été reconduit par l'Etat en 2023.

Sur le volet de la transition écologique inclusive, le bilan est également très positif avec la sensibilisation et la formation de plus de 400 salariés et bénévoles aux enjeux de la transition écologique inclusive, et la nomination de référents transition écologique

inclusive dans chaque région. En 2023, 14% des financements professionnels ont permis une transformation écologique de l'activité, dont 895 via un « prêt apport en capital – transition écologique », dédié aux investissements verts de nos clients actifs. Ce fonds de prêts a pu être amorcé par la dotation de fonds propres de l'Adie en 2022.

### Axe 3 : Adie efficace

Depuis 2022, la direction de la relation clients a déployé plusieurs projets afin de permettre aux équipes de terrain de se consacrer au développement et à l'accompagnement des clients entrepreneurs. Le déploiement de ces nouvelles missions s'est poursuivi en 2023 :

- Le développement du microcrédit à distance, via le recrutement de nouveaux conseillers en ligne, et l'ouverture d'une nouvelle plateforme basée à Nancy, permet d'organiser distinctement la distribution du microcrédit mobilité. Un tiers des microcrédits mobilités octroyés en 2023 l'ont été par cette équipe.
- La création d'un pôle d'appui au réseau et aux clients, chargé de gérer l'étape de contractualisation et la mise en conformité du dossier de décaissement, qui a été progressivement déployé à l'ensemble du réseau en 2023, permet aux conseillers terrain de dégager du temps pour les activités à forte valeur ajoutée.
- Depuis 2022, le recouvrement des microcrédits mobilité est intégralement centralisé et ce dès le premier incident de paiement.

Depuis 2022, l'Adie a renforcé son offre de quasi-fonds propres à destination des nouveaux clients professionnels, afin de permettre à chacun d'entre eux, où qu'il soit, de se lancer dans les meilleures conditions. En 2023, 5 844 entrepreneurs en ont bénéficié.

Du côté de l'offre d'accompagnement, le nouveau dispositif d'accompagnement collectif « J'entreprends avec l'Adie » a été déployé dès début 2023 dans l'ensemble des sites de l'Adie qui proposaient jusqu'alors l'offre « Je Deviens Entrepreneur ». En 2023, 316 sessions « J'entreprends avec l'Adie » ont touché 1459 porteurs de projets.

### Axe 4 : Adie collaborative

Cet axe vise à favoriser la créativité collective, la prise d'initiatives et les coopérations, en interne, avec nos partenaires locaux, nationaux et internationaux, et avec nos clients. L'Adie se fixe également pour ambition d'accélérer l'intégration et l'animation des bénévoles, contributeurs essentiels de l'organisation.

L'année 2023 a été marquée par de nombreuses avancées sur cet axe stratégique :

- 47 projets ont été soumis lors du 1<sup>er</sup> appel à projets internes lancé dans le cadre d'un nouveau dispositif d'intrapreneuriat. 8 de ces projets ont été retenus, dont certains sont entrés en phase d'incubation au 2<sup>nd</sup> semestre 2023.
- En mai 2023, le Conseil national des créateurs Adie s'est réuni pour la première fois. Une deuxième réunion a eu lieu en octobre.

- Des Clubs locaux de créateurs se sont lancés partout en France, réunissant 200 participants.
- Des postes de responsables développement RH ont été créés dans chaque direction régionale, afin d'améliorer les recrutements et la gestion de carrières, et de renforcer notre capacité à attirer et fidéliser les bénévoles.

## 2. Le compte de résultat

En tant qu'association, l'association est soumise au plan comptable général des associations. Afin de mieux tenir compte des spécificités de l'activité de crédit de l'Adie, il est proposé dans ce paragraphe une présentation adaptée du compte de résultat de l'association :

En milliers d'euros	2023 budget	2023 Réalisé	2022 Réalisé	Ecart 2023 vs. budget	
Marge nette sur prêts	20 900	22 167	19 737	1 267	6%
<i>Marge brute</i>	23 400	24 541	20 556	1 141	5%
<i>Coût du risque</i>	-2 500	-2 374	-819	126	-5%
Financements externes	38 608	37 499	35 212	-1 109	-3%
<i>Financements publics</i>	33 986	32 265	30 429	-1 721	-5%
<i>financements privés</i>	4 622	5 234	4 783	612	13%
Charges d'exploitation	-60 533	-61 204	-55 040	-671	1%
<i>Charges salariales</i>	-42 727	-43 249	-37 826	-522	1%
<i>Autres charges</i>	-17 806	-17 955	-17 214	-149	1%
Produits de placement	1 023	1 347	31	324	32%
Autres produits / charges	0	-76	140	-76	
Excédent (+) / déficit (-)	-2	-267	+ 80	-189	
<b>Contribution volontaire des bénévoles</b>	<b>15 697</b>	<b>15 003</b>	<b>13 244</b>	<b>-694</b>	
<b>Part des charges couverte par la marge</b>	<b>35%</b>	<b>36%</b>	<b>36%</b>		

Le budget 2023, marqué par une augmentation significative des moyens d'actions, prévoyait un résultat à l'équilibre.

Avec des moyens légèrement plus importants que prévu (+1%), des financements externes moins importants que prévu du fait de reports sur 2024 (-3%) et une marge nette sur

prêts supérieure au budget (+6%), le résultat 2023, légèrement déficitaire, est proche de l'équilibre initialement prévu.

Sur l'ensemble de l'année, le nombre d'équivalents temps plein (ETP) passe de 681 à 741. Cette hausse est liée aux nombreux recrutements réalisés en 2022 et qui ont eu un effet année pleine en 2023, ainsi qu'aux créations de postes de l'année : conseillers Adie en ligne, nouveau pôle d'appui au réseau et aux clients, responsables développement RH régionaux.

Les écarts avec le budget s'expliquent par plusieurs phénomènes :

1. Des financements externes, hors Europe et hors provisions et diminutions liées aux années antérieures, supérieurs de 2,2 M€ au budget, grâce principalement à un financement du « Programme d'Inclusion par le Travail Indépendant » plus important que prévu (+1,1 M€), à davantage de financements par les collectivités locales que prévu (+0,4 M€), et davantage de financements privés (+0,6 M€).

A l'inverse, les financements européens sont en recul par rapport au budget, une part des financements plus importante que prévue étant reportée sur l'année 2024, faute d'accord en 2023 (-2,5 M€). Il s'agit d'un effet de report et non d'une baisse de financements européens. L'impact net de ces différents écarts est de -0,3 M€ sur les financements externes, auquel s'ajoute davantage de provisions et diminutions de financements des années antérieures (+0,8 M€)

2. Davantage de charges que prévu, essentiellement liées à une meilleure capacité à recruter (6 Équivalents Temps Plein de plus que prévu).
3. Davantage de marge nette sur prêts que prévue (+1,3 M€), malgré des résultats d'activité inférieurs aux objectifs (-1,2 M€ d'impact marge), et la décision de réduire temporairement le taux de marge au 2<sup>nd</sup> semestre (-0,1 M€), compensés par l'augmentation du montant moyen des prêts et l'allongement de leur durée moyenne (+2,4 M€ d'impact marge), et la reprise partielle d'une provision sur garanties non perçues.
4. Enfin, l'augmentation des taux d'intérêt qui a permis de dégager davantage de produits de placement que prévu (+0,3 M€).

## 2.1 Les charges d'exploitation

### Écarts par rapport au budget 2023

Les charges d'exploitation, hors provision sur subventions, sont en léger dépassement par rapport au budget (+1%) :

1. Davantage de charges de personnel (+0,5 M€, soit +1% par rapport au budget), lié à une meilleure capacité à recruter que prévu (+6 Équivalents Temps Plein par rapport au budget), et à la politique salariale (+0,2 M€) ;
2. Des autres charges en léger dépassement (+0,1 M€, soit +1%). Les principaux dépassements concernent les charges du recouvrement contentieux (+0,2 M€) qui sont plus élevées du fait d'un volume de recouvrement plus important que prévu, et charges liées à la sous-traitance de la prise en charge d'une partie des appels à l'accueil, qui sont supérieures de 0,2 M€ au budget du fait d'un volume d'appels



plus important que prévu. Ces dépassements sont en partie compensés par une reprise de provision pour risque pour 0,2 M€.

## Évolution par rapport à 2022

En comparaison avec 2022, les salaires et charges sociales, principal poste de dépenses, sont en augmentation de 5,4 M€ (+14%), sous l'effet de la hausse du nombre d'ETP (+60 par rapport à 2022) et de la politique salariale (+2,6 M€).

Les autres achats et charges externes, sont également en augmentation par rapport à 2022 (+0,7 M€). Cette hausse est notamment liée :

- Aux dépenses des projets plan stratégique (+1,0 M€)
- A l'augmentation des charges liées au recouvrement contentieux (+0,2 M€), et à la sous-traitance des appels à l'accueil (+ 0,2 M€)
- à davantage de commissions de garantie liées à la forte croissance de l'activité en euros par rapport à 2022 (+0,1 M€)
- En partie compensé par l'évolution des provisions (-0,4 M€ de charges par rapport à 2022)

La provision pour risques sur subventions est en augmentation. Le détail de ce poste est exposé en annexes au §4.4.

Les dotations aux amortissements diminuent légèrement (-72 K€).

## 2.2 Les ressources

### 2.2.1 Les produits d'exploitation

En produits d'exploitation figurent les financements externes y compris les dons reçus par l'Adie.

Les financements externes, hors provisions et diminutions liées aux financements des années précédentes, sont en nette augmentation par rapport à 2022 (+3,5 M€), ce qui est inférieur au budget de 0,6 M€ (1,1 M€ en dessous du budget en intégrant la variation des provisions et diminutions liées aux financements des années précédents).

L'augmentation des financements européens de +1,3 M€ s'explique par le fait que 2022 était la première année de la nouvelle programmation européenne, traditionnellement marquée par des délais de mise en place qui ne permettent pas d'obtenir des accords dans l'ensemble des Régions. Si certaines régions n'ont pas notifié leur accord de financement 2023 sur l'année, elles étaient plus nombreuses dans ce cas en 2022.

Par ailleurs, le financement du programme d'Inclusion par le Travail Indépendant (« PITI ») est en augmentation de 2,1 M€, sous l'effet de l'avenant signé en début d'année, relatif au programme 2021-23, et à la signature de la convention 2023-24.

Les autres financements État et établissements publics sont en légère augmentation 0,1 M€.

Les financements Régions sont en baisse de 0,6 M€ du fait principalement de la fin du financement de la Région Ile de France qui était dédié en renforcement de l'action de l'Adie dans les Quartiers Prioritaires Politique de la Ville dans la région.

Les financements des départements sont en augmentation de 0,3 M€, principalement dans les départements franciliens, tandis que les financements des intercommunalités et communes sont en baisse d'un peu moins de 0,2 M€.

Par ailleurs, les financements privés sont en augmentation de 0,5 M€ sur l'année, soit 0,6 M€ de plus que prévu au budget, un écart essentiellement lié à 0,2 M€ de contrats de revitalisation, et 0,3 M€ de financements de nouveaux partenaires.

Les financements externes donnent lieu à des diminutions lorsque le partenaire notifie que tout ou partie d'un produit comptabilisé sur un exercice antérieur ne sera pas versé (c'est le cas notamment si des objectifs quantitatifs ou qualitatifs fixés dans la convention ne sont pas atteints) ou à des augmentations en cas d'avenant lié à un financement comptabilisé sur un exercice antérieur notamment.

En 2023, les diminutions s'élèvent à 1,2 M€, soit 0,2 M€ de plus qu'en 2022.

Par ailleurs, la dépréciation des créances sur subventions augmente de 0,2 M€ : la baisse liée aux diminutions est compensée par de nouvelles dotations.

## 2.2.2 La marge financière

La marge financière correspond à la marge dégagée par l'activité de prêts, donc hors produits de placements. Elle se compose des produits financiers d'un côté, constitués des intérêts perçus sur les prêts, et des charges financières de l'autre, constituées des intérêts d'emprunts et du coût du risque.

En 2023, la marge augmente de 2,4 M€ sous l'effet de :

- La croissance de l'activité microcrédits en 2023, en euros (malgré une stabilité du nombre de personnes financées), et l'allongement de la durée moyenne des prêts, générant une augmentation de l'encours de microcrédits de +20%, et donc expliquant une hausse de 19% de la marge brute (produits d'intérêts moins charges d'emprunts), soit +4,0 M€.
- L'augmentation du coût du risque de 1,6 M€, dont +0,5 M€ lié à des reprises de provisions exceptionnelles plus importantes en 2022 qu'en 2023, +0,8 M€ liés à la forte hausse de l'encours ces 3 dernières années et l'effet des rééchelonnements 2020 et 2021 qui ont retardé le risque, et 0,3 M€ lié à la dégradation du risque.

En comparaison avec le budget, l'écart sur la marge est de +1,3 M€, principalement lié à l'allongement de la durée des microcrédits.

### Focus sur le coût du risque

Le coût du risque est constitué des pertes de l'année ainsi que des dotations et des reprises de provisions. Il est net des garanties qui couvrent une partie du risque.

Les pertes (8,9 M€) sont en très forte augmentation de +7,7 M€ par rapport à 2022, ce qui s'explique essentiellement par l'accélération du passage en pertes des prêts d'honneur, désormais dès leur entrée en phase de contentieux. Cette hausse des pertes est compensée par la diminution des fonds de prêts d'honneur et n'a donc pas d'impact net sur le coût du risque. En dehors de ce phénomène, les pertes sont en baisse de 0,3 M€ en 2023, après une forte hausse des passages en pertes en 2022 liée au ralentissement enregistré en 2021 du fait des rééchelonnements réalisés en 2020 et 2021.

Les provisions quant à elles augmentent de 1,5 M€ (dotations aux provisions nettes des reprises), portant ainsi le coût du risque de l'année à 2,4 M€ contre 0,8 M€ en 2022.

Les pertes, comme les provisions pour prêts risqués, n'impactent le compte de résultat que sur la quote-part du risque sur les microcrédits qui incombe à l'Adie, une fois les différents mécanismes de contre-garantie (le FOGEFI, le FEI, le Fonds de cohésion sociale, ainsi que les établissements bancaires prêteurs) pris en compte.

### 2.2.3 Les produits financiers de placements

Une partie de la trésorerie de l'Adie est placée sur des produits à capital garanti auprès des partenaires bancaires et génère des revenus, qui augmente de 1,3 M€ par rapport à 2022 du fait de la sortie d'un contrat de capitalisation dont les intérêts ne pouvaient pas être comptabilisés jusque-là (+0,9 M€), et de l'augmentation des taux de placement qui ont permis de retrouver de la performance sur des placements de type comptes à termes.

### 2.2.4 Les produits exceptionnels

Les produits exceptionnels 2022 étaient principalement constitués par l'utilisation d'une subvention d'investissement de 120 K€ qui avait pour objet le financement d'agences mobiles, pour lesquelles les charges ont été engagées au cours de l'année 2022. En 2023, les produits exceptionnels sont quasiment nuls.

## 3. Le bilan

### 3.1 L'actif

L'encours brut de microcrédits croît de 20% pour atteindre 300 M€. L'encours net croît également de +20%, et se fixe à 289 M€.

La provision prise en compte sur l'encours ne concerne que la quote-part Adie sur les prêts risqués (cf. § 2.2.1.2 des annexes pour l'estimation de la provision)

L'encours brut des prêts « apport en capital » (prêts d'honneur) est en diminution en 2023 (-3,5 M€, soit -1%), du fait de l'accélération de leur passage en pertes, dès l'entrée en contentieux.

Le poste de créances augmente de 5,6 M€, du fait notamment de la nouvelle convention « PITI » signée en 2023 et qui n'a pas encore été versée.

Après une baisse de 19,3 M€ en 2022, les disponibilités marquent une hausse significative (+31,2 M€), liée à un retour à un niveau comparable à fin 2021, des microcrédits 2022 ayant été refinancés en 2023, à quoi s'ajoute la sortie de contrats de capitalisation pour 9 M€, qui étaient comptabilisés en autres immobilisations financières.

### 3.2 Le passif

Les fonds propres sont en diminution de 17,6 M€, ce qui s'explique par 3 phénomènes :

- L'accélération du passage en perte des prêts apport en capital qui génère une diminution des fonds de prêts d'honneur qui les financent (-8,0 M€)
- Le remboursement de 9,2 M€ de titres associatifs qui avaient été émis en 2015, et dont le fait générateur du remboursement avait été atteint.
- Le déficit 2023 de -0,3 M€

Le poste des provisions pour risques et charges est en baisse de 0,5 M€ du fait de la reprise de 2 provisions.

Après avoir été stables en 2022, les dettes financières marquent une nette hausse sous l'effet de la croissance de l'encours depuis 2 ans.

Les dettes fournisseurs diminuent de 8 %. En 2022, elles avaient augmenté de 25% suite à une accélération des investissements en fin d'année. Sur 2 ans la croissance de ces dettes est de 17% ce qui est cohérent avec l'augmentation des charges.

Le poste dettes fiscales et sociales est en baisse de 0,4 M€, du fait du règlement intégral des cotisations URSSAF fin 2023, alors que la cotisation de décembre 2022 avait été réglée tout début janvier 2023 (-0,7 M€ de dettes), en partie compensé par l'augmentation de la provision congés payés suite à l'augmentation des salaires et des effectifs en 2023.

Le poste autres dettes est en hausse de 8,3 M€, du fait de l'augmentation de 7,0 M€ des garanties reçues sur des prêts qui sont en phase de recouvrement contentieux mais toujours en encours fin 2023. Par ailleurs, les primes à reverser aux entrepreneurs financés par l'Adie augmentent de 0,8 M€ et constituent une dette vis-à-vis des futurs entrepreneurs à qui ces primes seront versées.

Les produits constatés d'avance sont en baisse de 2,7 M€ correspondant à des financements 2023 qui avaient été notifiés les années passées, en partie compensés par les nouveaux financements notifiés en 2023 au titre des années à venir.

## 4. Le financement des encours de microcrédits

L'Adie a obtenu en juillet 2003 une première habilitation dans le cadre de la modification de l'article L511-6 du code monétaire et financier. Cette habilitation, délivrée par le Comité du microcrédit de la Banque de France (et renouvelée en 2006 et 2009) a permis de recourir à des emprunts pour assurer la production des microcrédits. Suite à la parution du décret n°2012-471 le 11 avril 2012, le renouvellement de l'habilitation de l'Adie a été prononcé en juin 2012 par l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolutions). Cette habilitation ne comporte désormais plus de limitation de durée.

L'Adie s'appuie sur des emprunts, auprès des banques, des fonds de gestion de l'épargne solidaire, de l'Agence Française de Développement, de Bpifrance, ainsi que sur les titres associatifs émis en 2022.

Fin 2023, les dettes permettant de refinancer l'encours de microcrédits proviennent principalement des ressources suivantes :

- Emprunts auprès des partenaires bancaires à hauteur de 73%. En 2023, des contrats ont été signés avec 52 partenaires différents, nationaux et régionaux.
- Emprunts auprès de l'Agence Française de Développement (pour l'activité dans les Outre-Mer) et de Bpifrance, pour un total de 12% de l'encours de microcrédits.
- Emprunts résultant de la mise à disposition de l'Adie de l'épargne solidaire pour 11%. Ces fonds proviennent d'une épargne salariale qui est collectée par des établissements financiers chargés de la mettre à disposition (pour maximum 10% des sommes investies) de structures ayant une mission correspondant aux souhaits des épargnants et disposant, comme l'Adie, d'un agrément ESUS (« entreprise solidaire d'utilité sociale »).
- Les titres associatifs émis par l'Adie en 2022 pour un montant de 10 M€ (cf annexes § 3.1.1).  
Souscrits par une grande variété de partenaires parmi lesquels la Mirova, BNP Paribas Asset Management, Ecofi Investissements, Crédit Mutuel Asset Management, France Active Investissement, ou encore Allianz GI, ces fonds viennent renforcer les quasi-fonds propres de l'Adie. Fin 2023, 4% de l'encours de microcrédits est adossé à la ressource dégagée par l'émission des titres associatifs.

## 5. Perspectives 2024

Le budget 2024 sera à nouveau marqué par une augmentation significative des moyens d'actions : effet année pleine des recrutements réalisés en 2023, création de nouveaux postes, investissements du plan stratégique, refonte du système d'information, inflation.

Ce budget affiche un léger déficit prévisionnel (-0,5 M€), lié à une forte augmentation des moyens (+7%) pour soutenir un développement ambitieux (+15%).

Les charges de fonctionnement de l'Adie augmenteront ainsi de 4,4 M€ par rapport à 2023, soit +7%, dont +1,0 M€ correspondent aux projets du plan stratégique.

La perspective d'augmentation de l'activité qui découle des moyens supplémentaires permettra de financer 61% de ces charges supplémentaires, avec 2,7 M€ de marge nette supplémentaire par rapport à 2023, soit +12%.

Les financements externes sont également prévus en hausse (+2,0 M€, soit +5%), du fait principalement du report de financements européens 2022/2023 sur 2024 (+3,6 M€), en partie compensé par moins de financements liés au programme d'Inclusion par le Travail Indépendant (-1,3 M€).

Enfin, les produits de placement diminueront de 0,7 M€ en 2024 par rapport à 2023 qui a été marquée par la comptabilisation dans l'année de l'intégralité des produits liés à un contrat de capitalisation souscrit en 2011. Une opération non reproductible en 2024.

Les principaux enjeux pour 2024 sont :

- L'augmentation du nombre de personnes financées
- La bonne maîtrise du risque, ainsi que des autres charges, dans un contexte inflationniste.
- Le renouvellement du financement du Programme Inclusion par le Travail Indépendant (« PITI ») au-delà de mars 2024, et la mise en place des financements européens sous la nouvelle programmation dans les régions qui n'en ont pas encore accordés en 2023.
- Le maintien de la marge sur prêts au même niveau qu'au second semestre 2023, dans un contexte de taux d'intérêt qui devraient rester à un niveau élevé.
- L'obtention des ressources nécessaires pour refinancer et garantir l'activité de microcrédit.

## 6. Affectation du résultat et évolution des réserves

### 6.1 La réserve « réglementaire »

L'association a constitué un fonds de réserve réglementaire dont le but est d'assurer la garantie des prêts. Le montant de cette réserve est indexé sur un ratio mis à jour annuellement par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

Il est proposé de maintenir cette réserve à 11.300 K€, montant suffisant pour couvrir nos obligations jusqu'en 2026 inclus.

### 6.2 La réserve « prudentielle »

L'Adie fait aujourd'hui davantage face à des risques financiers qu'à un risque extinctif.

Ces risques financiers sont principalement de deux natures :

Risque exogène sur les financements

- Risque à couvrir : baisse de 10% des financements externes sur une année 1 (de 39,5 M€ prévu au budget 2024 à 35,6 M€) et stabilisation à ce niveau en année 2 (35,6 M€)
- Montant requis : 7,9 M€, soit une dotation complémentaire de 0,2 M€

Crise de risque crédit

- Hausse de 2 points du risque crédit
- Montant requis : 3,6 M€, donc aucune dotation supplémentaire n'est nécessaire

Il est proposé de doter 0,2 M€ supplémentaires pour porter cette réserve à 11,5 M€.

### 6.3 La réserve « plan stratégique »

Cette réserve a pour objet de couvrir une partie des dépenses du plan stratégique 2022-24. Il est proposé de ramener cette réserve au niveau du montant du déficit prévisionnel pour 2024, dernière année du plan stratégique, soit 548 K€.

#### 6.4 Réserve « offre quasi-fonds propres »

Pour soutenir les ambitions du plan stratégique 2022-24, une réserve de 3,0 M€ a été dotée début 2022, destinée à étendre l'offre de quasi-fonds propres pour les créateurs d'entreprise. En 2022, 1 M€ de cette réserve a été apporté au fonds Adie pour soutenir le développement de la collecte de fonds de « prêts apport en capital ». La réserve a donc été diminuée 1 M€ pour être portée à 2 M€.

Il est proposé de maintenir cette réserve à ce niveau.

#### 6.5 La réserve libre

La réserve libre est dotée du montant des fonds propres non affectés dans une des 4 réserves pré-citées.

#### 6.6 Tableau des réserves

Les réserves après affectation incluent le résultat de l'exercice.

RESERVES (en K€)	déc-23	Affectation du résultat 2023	Affectation de la réserve libre	avr-24
Réserve réglementaire (1)	11 300			11 300
Réserve prudentielle (2)	11 300		200	11 500
Réserve plan stratégique	2 281	-267	-1 466	548
Réserve libre	1 967		1 266	3 233
Réserve offre quasi-fonds propres	2 000			2 000
<b>TOTAL Réserves</b>	<b>28 848</b>	<b>-267</b>	<b>0</b>	<b>28 581</b>



### Présentation des missions de l'Adie : objet social, activités, missions sociales, moyens mis en œuvre

L'Adie a pour but de promouvoir directement ou indirectement le droit à l'initiative économique des catégories de population les plus défavorisées porteurs de projets de création ou de développement d'activité économique et d'accès ou de retour à l'emploi, en les plaçant dans des conditions leur permettant d'exercer ce droit par l'octroi de toute forme de concours et appuis en particulier techniques et/ou financiers adaptés à leur situation et à leurs besoins.

L'Adie est une grande association française présente sur tout le territoire, reconnue d'utilité publique, qui défend l'idée que chacun, même sans capital, même sans diplôme, peut devenir entrepreneur s'il a accès au crédit et à un accompagnement professionnel, personnalisé, fondé sur la confiance, la solidarité et la responsabilité.

Nous n'acceptons pas le gâchis des talents qui ferait qu'en France la création d'entreprise serait réservée à ceux qui ont de l'argent, des diplômes ou des relations !

Les missions sociales de l'Adie portent sur :

- Le financement de tout type d'activité professionnelle jusqu'à 15 000€,
- L'accompagnement personnalisé et gratuit, par des spécialistes, pour chaque projet,
- La lutte contre les freins et les stéréotypes, pour que toute personne qui le souhaite puisse devenir entrepreneur.

Les moyens permettant de mener ces missions sont les suivants :

- 831 salariés
- 1 130 bénévoles
- Une présence dans 195 antennes et 370 permanences, partout en France métropolitaine et dans les Outre-mer

## 1. Faits caractéristiques de l'exercice – principes, règles et méthodes comptables

### 1.1 Conventions générales comptables appliquées

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, sous réserve des dispositions particulières figurant dans "le règlement ANC n°2018-06, du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC n°2020-08.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### 1.2 Rappel des méthodes, d'estimation et des modalités d'application

#### 1.2.1 Le traitement comptable des immobilisations incorporelles et corporelles

L'essentiel des immobilisations concerne le renouvellement du matériel informatique utilisé au siège et dans le réseau (immobilisations corporelles) et la valorisation du développement interne des applications informatiques (immobilisations incorporelles). Depuis 2006, il a été décidé d'amortir les immobilisations corporelles intégralement sur l'année d'acquisition afin d'éviter les écarts entre le traitement comptable et les budgets demandés par les financeurs où les investissements sont traités comme des dépenses. Cependant les travaux réalisés à l'occasion des déménagements d'ampleur (siège de l'Adie, sièges de directions régionales), si ceux-ci occasionnent des travaux importants, sont inscrits en immobilisations corporelles et amortis sur plusieurs années.

Par ailleurs, les dépenses de prestataires informatiques liées à des nouvelles applications ou à des chantiers majeurs sur les applications existantes (ces chantiers sont en lien avec les ambitions numériques du plan stratégique) sont amorties (amortissement sur 3 ans).

#### 1.2.2 Le traitement comptable des opérations liées à la gestion des prêts

Les principes de comptabilisation sont les suivants :

A l'actif, figure le capital restant dû des microcrédits et des prêts d'honneur (prêts avec différé et sans intérêts accordés en complément des microcrédits). Ces valeurs font l'objet si nécessaire, d'une provision pour dépréciation, selon des modalités exposées ci-après (cf. § 2.2.1).

Le fait générateur de la comptabilisation des prêts est le décaissement.

Au passif, figure le financement de ces prêts, à savoir (cf. § 3.1 et §3.4) :

- Les fonds propres de l'association (dont des apports sans droit de reprise)
- Les fonds de prêts d'honneur (avec droit de reprise)
- Les fonds de crédit et de garantie
- Les emprunts bancaires pour refinancer les microcrédits
- Les emprunts issus de l'épargne solidaire
- Les emprunts autres (AFD, FEI, Bpifrance etc.)

Au compte de résultat, les intérêts sur prêts sont comptabilisés d'après les encaissements et non en fonction des intérêts courus.

Les règles de passage en pertes des prêts d'honneur ont évolué en 2023 afin que le niveau d'encours des prêts d'honneur reflète le risque de non recouvrement.

Les pertes de l'année sont comptabilisées en charges financières, à hauteur de leur valeur brute.

Les fonds de prêts d'honneur inscrits au passif dans les fonds propres de l'association couvrant par convention le risque sur les prêts d'honneur qu'ils financent sont consommés à hauteur de cette couverture du risque, générant en contrepartie un produit financier.

### 1.2.3 Le traitement comptable des fonds propres et autres fonds de l'association

Le tableau ci-dessous résume les positions prises en matière de ventilation des fonds associatifs et autres fonds.

Nature	Affectation comptable
Subventions allouées par la Caisse des Dépôts en vue de renforcer les fonds propres de l'Association	Fonds propres sans droit de reprise – inscription directe en fonds propres
Contributions de solidarité versées par les emprunteurs	Fonds propres sans droit de reprise – inscription directe en fonds propres jusqu'en 2005 (en produits à partir de 2006)
Réserves sur excédents constatés	Fonds propres de l'Association – enregistrés après affectation du résultat
Fonds pour prêts d'honneur	Fonds propres avec ou sans droit de reprise – inscription directe en fonds propres
Fonds de Crédit	Fonds propres avec droit de reprise mis à la disposition de l'Association
Fonds de Garantie	Fonds propres avec droit de reprise mis à la disposition de l'Association
Titres associatifs	Autres fonds propres - titres remboursables passé un délai de 7 ans dès lors que les excédents cumulés dégagés depuis la date d'émission atteignent le montant des titres émis.

#### 1.2.4 Le traitement comptable des provisions pour risques et charges

Ces provisions sont constituées pour la prise en compte des risques relatifs aux salariés, aux frais bancaires, aux subventions et aux garanties. Elles ont fait l'objet d'une dotation en fin d'exercice dont les modalités de constitution sont expliquées dans l'annexe ci-après (cf. § 4.4).

La Cour de cassation a rendu, le 13 septembre 2023, des arrêts venant modifier les règles françaises appliquées en matière d'acquisition des congés payés durant une période d'absence pour maladie.

Aucune provision pour congés payés n'est comptabilisée au 31 décembre 2023 au titre de ces périodes d'absence pour maladie, les décrets d'application n'étant pas encore paru à la date d'arrêté des comptes et les montants n'étant pas significatifs.

#### 1.2.5 Le traitement comptable des conventions de financement

Pour l'arrêté des comptes, les conventions de financement signées au cours de l'exercice ou celles signées au cours des exercices précédents mais ayant des impacts sur les comptes de l'exercice clos et/ou des exercices ultérieurs, ont fait l'objet d'une revue visant à une application intégrale des règles d'enregistrement prévues aux règlements comptables ANC 2014-03 et 2018-06.

Cette revue a évalué dans le détail :

- les subventions de fonctionnement enregistrées dans les produits d'exploitation de l'exercice et cela indépendamment des modalités de règlement ;
- les subventions de fonctionnement pluri-annuelles, constatées d'avance pour la quote-part relative aux exercices ultérieurs et cela indépendamment des modalités de règlement ;
- les subventions dites "d'investissement" (car finançant des dépenses inscrites à l'actif) enregistrées en fonds propres, et cela indépendamment des modalités de règlement ;
- les créances (produits à recevoir) sur subventions de fonctionnement et sur subventions d'investissement vis-à-vis des financeurs, et cela indépendamment des modalités de règlement.

#### 1.2.6 Le traitement comptable des dons

Les dons manuels, sommes d'argent reçues par l'Adie, sont comptabilisés (conformément au règlement ANC n° 2018-06) en produits à l'encaissement. Le traitement comptable des dons fait l'objet de précisions dans une note ci-après (cf. § 6 – Le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public).

### 1.3 Faits significatifs de l'exercice

Il n'y a pas eu de fait significatif en 2023

Tableau des immobilisations hors prêts d'honneur et microcrédits

Situation et mouvements Rubriques		A Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations	C Diminutions	D Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
	Total 1				
	Autres immobilisations incorporelles	5 208 850	332 926	76	5 541 700
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Total 2	5 208 850	332 926	76	5 541 700
Immos . Corporelles	Constructions				
	Inst.générales - agencement,construct°				
	Inst.techniq.- mat. & outillage industriel				
	Inst.générales - aménagements divers	1 487 569			1 487 569
	Matériel de transport	704 429	258 261	158 241	804 449
	Matériel de bureau et d'informatique	3 485 193	209 426	9 519	3 685 100
	Mobiliers	64 515	6 454		70 969
	Autres				
	Total 3	5 741 707	474 141	167 760	6 048 088
Immobilisations financières	Participation et créances rattachées à des participations	40 400	10 000		50 400
	Autres titres immobilisés	11 256 878	3 309	9 148 000	2 112 187
	Autres immobilisations financières	685 323	101 832	7 212	779 943
	Total 4	11 982 601	115 141	9 155 212	2 942 530
Total (1 + 2 + 3 + 4)		22 933 158	922 208	9 323 048	14 532 318

Tableau des amortissements

Situation et mouvements Rubriques		A Amortissements cumulés au début de l'exercice	B Augmentations Dotations de l'exercice	C Diminutions d'amortissements de l'exercice	D Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immos incorporelles	Frais d'établissement				
	Total 1				
	Autres immobilisations incorporelles	4 678 301	579 144	189 070	5 068 375
	Total 2	4 678 301	579 144	189 070	5 068 375
Immos . Corporelles	Constructions				
	Inst.générales - agencement,construct°				
	Inst.techniq.- mat. & outillage industriel				
	Inst.générales - aménagements divers	633 062	276 505	153 407	756 160
	Matériel de transport	704 429	267 174	167 154	804 449
	Matériel de bureau et d'informatique	3 485 193	261 597	61 690	3 685 100
	Mobiliers	64 515	6 454		70 969
	Autres				
	Total 3	4 887 199	811 729	382 251	5 316 677
Immobilisation s financières	Participation et créances rattachées à des participations	30 870		17 877	12 993
	Autres titres immobilisés				
	Autres immobilisations financières				
	Total 4	30 870		17 877	12 993
Total (1 + 2 + 3 + 4)		9 596 371	1 390 873	589 198	10 398 046

## 2.2 Les immobilisations financières

### 2.2.1 Les prêts et provisions sur prêts

#### 2.2.1.1 *Présentation en comptabilité de la provision*

La part des prêts garantis par les partenaires est mentionnée en hors bilan. Le bilan de l'association ne comporte que la part de risque supportée par l'association avec impact sur le résultat.

Les garanties apportées par les partenaires de l'Adie, hors bilan, sont représentées au § 5.3

#### 2.2.1.2 *Calcul de la provision*

Le pourcentage de provision appliqué à chaque prêt, toutes géographies confondues, dépend du nombre d'échéances de retard du prêt au 31 décembre. Le montant de la dépréciation est net des garanties octroyées.

Le tableau suivant indique le pourcentage de provision ainsi appliqué en fonction du nombre d'échéances de retard :

Nb d'échéances de retard	Taux de provision
[0;2[	0 %
[2;6[	75 %
6 et +	100 %

Les règles de passage en pertes des prêts d'honneur ont évolué en 2023 afin que le niveau d'encours des prêts d'honneur reflète le risque de non recouvrement.

Les pertes de l'année sont comptabilisées en charges financières, à hauteur de leur valeur brute.

Les fonds de prêts d'honneur inscrits au passif dans les fonds propres de l'association couvrant par convention le risque sur les prêts d'honneur qu'ils financent sont consommés à hauteur de cette couverture du risque, générant en contrepartie un produit financier.



La correction d'erreur correspondant aux pertes qui auraient dû être comptabilisées au 31 décembre 2022 à hauteur de 6,9 M€, en application de cette règle de passage en pertes, est sans impact sur le compte de résultat, puisque cette correction a pour contrepartie la diminution des fonds de prêts d'honneur pour le même montant.

Depuis 2023, les prêts d'honneur sont passés comptablement en perte au moment de leur entrée en contentieux

En conséquence le détail des prêts aux clients au 31/12/2023 est le suivant :

Tableau des prêts aux clients

	Encours à la clôture de l'exercice	Provisions pour dépréciation à la clôture de l'exercice
Microcrédits	300 154 914	11 563 500
Prêts d'honneur	31 559 543	
<b>Total des prêts aux clients</b>	<b>331 714 457</b>	<b>11 563 500</b>
<i>Pour rappel 2022</i>	<i>285 173 409</i>	<i>9 610 107</i>

## 2.2.2 Les autres immobilisations financières

Exception faite des prêts aux clients, les autres immobilisations financières sont composées pour l'essentiel :

- de nantissements souscrits lors de la mise en place d'emprunts bancaires pour un total de 1 712 K€ ;
- de 50 K€ de participations, dont les principales sont :
  - Adie Microfranchise Solidaire Investissement : 20 K€
  - Microlux : 10 K€
  - Microstart : 10 K€
  - AFI (Grèce) : 10 K€
- de 400 K€ de titres souscrits chez des partenaires bancaires.

Etat échéances des immobilisations financières			
Immobilisations financières	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Echéances à plus 1 an
Titres immobilisés, contrats de capitalisation	2 162 588	2 162 588	
Prêts aux clients	331 693 833	167 258 957	164 434 876
Dépôts de garantie	779 943	94 620	685 323
<b>Total</b>	<b>334 636 364</b>	<b>169 516 165</b>	<b>165 120 199</b>

## 2.3 Les créances

Le poste des subventions d'exploitation à recevoir (tous exercices confondus) compose l'essentiel des créances.

Les subventions d'investissement à recevoir correspondent aux fonds de prêts d'honneur ou de primes (à reverser aux créateurs) notifiés dans des conventions mais non encore encaissés.

Les garanties appelées et en attente d'encaissement sont comptabilisées en créances à l'actif du bilan.

Etat échéances des créances			
Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Echéances à plus 1 an
Subventions d'investissement et pour compte (primes) à recevoir au 31/12/2023	5 900 977	5 900 977	
Subventions d'exploitation 2023 à recevoir	25 878 575	24 993 372	885 203
Subventions d'exploitation 2022 à recevoir	3 647 535	3 647 535	
Subventions d'exploitation antérieures à 2022 restant à recevoir	6 413 873	6 413 873	
Créances sur cession d'immobilisation	170 943	170 943	
Frais d'expertise EDEN à recevoir	51 109	51 109	
Garanties à encaisser	6 357 692	6 357 692	
Autres	754 182	754 182	
Charges constatées d'avance	926 322	926 322	
<i>Dont CCA d'exploitation</i>	926 322	926 322	
<b>Total</b>	<b>50 101 207</b>	<b>49 216 004</b>	<b>885 203</b>

### 3. Présentation des comptes de l'Adie : le passif du bilan

#### 3.1 Les fonds propres

Les fonds propres sans droit de reprise et les fonds propres avec droit de reprise augmentent du montant des nouvelles dotations en 2023 et diminuent des montants de prêts d'honneur adossés passés en pertes, et des fonds remboursés.

La baisse en 2023 est liée à l'évolution des règles de passage en perte des prêts d'honneur.

Les réserves sont diminuées et augmentées en fonction des décisions d'affectation prises à l'Assemblée générale de 2023.

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise	19 872 507			700 580		1 163 786		19 409 301
Fonds propres avec droit de reprise	39 369 606			1 619 322		9 269 329		31 719 599
Ecart de réévaluation								
Réserves	28 767 365	80 244						28 847 609
Report à nouveau								
Excédent ou déficit de l'exercice	80 244	-80 244				266 698		-266 698
Dotations consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
<b>TOTAL</b>	<b>88 089 722</b>			<b>2 319 902</b>		<b>10 699 813</b>		<b>79 709 812</b>
Titres associatifs	19 200 000					9 200 000		10 000 000
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>	<b>19 200 000</b>					<b>9 200 000</b>		<b>10 000 000</b>
Fonds reportés liés aux legs ou donations				100 000				100 000
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>				<b>100 000</b>				<b>100 000</b>

##### 3.1.1 Les titres associatifs

L'Adie a émis des titres associatifs en mars 2022 pour une valeur de 10 M€. Ces titres sont une créance de dernier rang et sont classés en autres fonds propres, conformément au règlement n° 2020-08 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) modifiant le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC n°2020-08.

L'Adie devra rembourser les détenteurs de titres associatifs après une période de 7 ans dès lors qu'elle aura accumulé 10 M€ de résultats positifs à compter de l'année civile suivant l'émission (soit 2022).

### 3.1.2 Les fonds de prêts apport en capital

Une partie des fonds propres avec droit de reprise et des fonds propres sans droit de reprise sont dédiés à l'activité de prêts apport en capital. Les prêts apport en capital sont octroyés en complément d'un microcrédit professionnel.

Les fonds de prêts apport en capital sont dotés par des partenaires privés (banques, Fonds Adie, autres entreprises) et publics (collectivités locales, Bpifrance, Caisse des Dépôts, État). Ces versements sont en règle générale mutualisés au sein de fonds régionaux, mobilisables par les directions régionales en fonction du lieu d'habitation du créateur d'entreprise.

#### Fonds propres avec ou sans droit de reprise liés au financement des prêts apport en capital

Régions	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	1 578 687
Bourgogne-Franche-Comté	1 394 518
Bretagne	1 157 421
Centre-Val de Loire	1 459 281
Corse	2 829 044
Grand Est	1 251 252
Guadeloupe	861 326
Guyane	957 791
Hauts-de-France	675 229
Île-de-France	8 833 289
La Réunion	1 420 726
Martinique	968 100
Mayotte	2 729 165
National	5 595 200
Normandie	899 979
Nouvelle-Aquitaine	1 706 255
Nouvelle-Calédonie	3 015 742
Occitanie	1 008 636
Pays de la Loire	1 074 871
Polynésie Française	2 354 294
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 277 071
Total	45 047 877

### 3.1.3 Détail des fonds de crédit

Les fonds de crédit ont historiquement été dotés par des partenaires publics ou privés, avant la modification de l'article L511-6 du code monétaire et financier. A cette période, l'Adie réalisait ses opérations de microcrédits soit sur ces fonds de crédits soit par des opérations hors bilan directement réalisées par les partenaires bancaires (Caisse d'Épargne et Crédit Coopératif essentiellement).

Ces fonds sont valorisés à hauteur des montants des conventions signées avec les partenaires, déduction faite des pertes constatées sur l'ensemble des exercices comptables.

Fonds de crédit (Fonds propres avec droit de reprise)	
Partenaires	Total
Caisse d'épargne Picardie	30 000
CDC Antilles	55 592
Ceral	2 798
Cetelem	62 065
Conseil régional Champagne-Ardenne	274 425
Conseil régional d'Ile De France	372 767
Guyane	173 715
Mayotte //Dirad et Préfecture	1 071 892
Nouvelle Calédonie	26 397
La Réunion	266 949
UBER	1 707
Total	2 338 308

### 3.1.4 Détail des fonds de garantie

Des fonds de garantie ont été anciennement constitués par des apports extérieurs, souvent par des partenaires bancaires, ou des Conseils départementaux en garantie des microcrédits décaissés sur leurs fonds. Les garanties mises en place avec le Fonds de Cohésion Sociale, le FEI et avec les banques ont progressivement rendu le recours à ces fonds moins nécessaire, exception faite de la garantie AFD qui couvre les prêts octroyés en Polynésie française jusqu'en 2014.

Le fonds de garantie AFD est revalorisé chaque année de la valeur des intérêts de placement (selon un calcul forfaitaire).

Ces fonds sont diminués des pertes enregistrées sur les prêts qu'ils garantissent.

**Fonds de garantie** (Fonds propres avec droit de reprise)

Partenaires	Total
BNP Paribas	61 650
Crédit Coopératif	39 091
CG 44 Loire Atlantique	41 354
Crédit Mutuel Pays de Loire	207 445
Fape	179 284
Financière du Cèdre	15 723
<b>Total</b>	<b>544 546</b>

### 3.2 Les provisions pour risques et charges

Figurent au bilan la valeur nette des provisions suivantes :

- les provisions pour risques prud'homaux ;
- les provisions pour garantie des prêts

Le détail de l'ensemble des provisions figure au § 4.4

### 3.3 Les dettes financières

Avec le renouvellement de l'habilitation de l'Adie en juin 2012 sans limitation de durée, (dans le cadre de la modification de l'article L.511-6 du code monétaire et financier permettant à l'Adie d'emprunter pour prêter aux créateurs), l'Adie a assuré la croissance de son activité principalement grâce à des emprunts auprès de banques et d'institutions financières.

Fin 2023, les dettes financières permettant de refinancer l'encours de microcrédits provenaient des ressources suivantes :

- Emprunts auprès des partenaires bancaires à hauteur de 73 %.

Au cours de l'année, l'Adie a signé des contrats de prêts de 36 et 48 mois avec 52 partenaires différents, nationaux et régionaux.

- Emprunts résultant de la mise à disposition de l'Adie de l'épargne solidaire (principalement épargne salariale solidaire) pour 11 %.

- Emprunts auprès d'organismes non bancaires pour un total de 12 % de l'encours de microcrédits : principalement l'Agence Française de Développement qui procure des ressources pour l'Outre-mer, et Bpifrance.

S'ajoutent à ces dettes financières les ressources suivantes, comptabilisées en Fonds Propres (cf. § 3.1), qui permettent également de financer une partie de l'encours de microcrédits :

- Fonds provenant de l'émission des titres associatifs (cf. §3.1.1)
- Fonds de crédit (cf. §3.1.3)

Chaque microcrédit refinancé par les partenaires bancaires est dans un premier temps financé sur fonds propres avant d'être refinancé par une ligne bancaire. Les fonds propres sont ainsi mobilisés pour pré-financer plusieurs mois d'activité.

Etat des emprunts et des dettes				
Dettes	Montant brut au 31/12/2022	Exercice 2023		
		Nouveaux emprunts	remboursements	Montant au 31/12/2023
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	166 253 176	182 417 125	101 215 139	247 455 161
<i>dont emprunts refinançant les microcrédits</i>	<i>166 240 690</i>	<i>182 336 052</i>	<i>101 215 139</i>	<i>247 361 603</i>
Emprunts et dettes financières divers	37 888 399	21 214 011	15 706 374	43 396 035
<i>dont épargne solidaire refinançant les microcrédits</i>	<i>37 632 025</i>	<i>21 150 000</i>	<i>15 450 000</i>	<i>43 332 025</i>
<i>dont contrat impact social</i>	<i>256 374</i>		<i>256 374</i>	<i>0</i>
<b>Total</b>	<b>204 141 575</b>	<b>203 631 135</b>	<b>116 921 513</b>	<b>290 851 197</b>

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	247 455 161	109 264 820	138 190 342	
<i>dont emprunts refinançant les microcrédits</i>	<i>247 361 603</i>	<i>109 171 261</i>	<i>138 190 342</i>	
Emprunts et dettes financières divers	43 396 035	16 481 701	26 914 334	
<i>dont épargne solidaire refinançant les microcrédits</i>	<i>43 332 025</i>	<i>16 417 690</i>	<i>26 914 334</i>	
<i>dont contrat impact social</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 687 219	1 687 219		
Dettes fiscales et sociales	6 288 385	6 288 385		
Autres dettes (dont EDEN, Primes et Garanties appelées)	41 053 991	17 147 481	23 906 510	
Produits constatés d'avance	9 278 071	8 392 868	885 203	
<b>Total</b>	<b>349 158 862</b>	<b>159 262 473</b>	<b>189 896 389</b>	

### 3.4 Les dettes d'exploitation

Les dettes autres que les dettes financières sont principalement composées des postes suivants :

- Les dettes fournisseurs diminuent de 8 %. En 2022, elles avaient augmenté de 25% suite à une accélération des investissements en fin d'année. Sur 2 ans la croissance de ces dettes est de 17% ce qui est cohérent avec l'augmentation des charges.
- Le poste dettes fiscales et sociales est en baisse de 0,4 M€, du fait du règlement intégral des cotisations URSSAF fin 2023, alors que la cotisation de décembre 2022 avait été réglée tout début janvier 2023 (-0,7 M€ de dettes), en partie compensé par l'augmentation de la provision congés payés suite à l'augmentation des salaires et des effectifs en 2023.
- Les garanties appelées sur des prêts toujours enregistrés en encours. Les mécanismes de garantie, autres que bancaires, sont actionnés dès la prononciation de la déchéance du terme du prêt garanti. La quote-part garantie est alors versée par le partenaire. Le prêt étant toujours en encours, le versement du partenaire est comptabilisé au passif. Ce poste sera diminué au moment du passage en perte du prêt, avec pour contrepartie la diminution de l'encours de microcrédits à l'actif, liée au passage en perte ;  
Ce poste est en hausse de +30% en 2023, sous l'effet principalement de la croissance de l'encours de microcrédits en phase de recouvrement contentieux de +30% ;
- Les primes accordées à l'Adie par les conseils régionaux, et l'Etat qui seront ensuite reversées par l'Adie aux porteurs de projets d'entreprises.  
Ces primes à reverser aux entrepreneurs financés par l'Adie augmentent de 0,8 M€ et constituent une dette vis-à-vis des futurs entrepreneurs à qui ces primes seront versées.
- Les avances remboursables liées à l'ancien dispositif EDEN qui sont stables par rapport à fin 2021 ;
- Les fonds de « Prêts à Taux Zéro » (« PTZ »), anciennement Nacre, versés à l'Adie pour qu'elle les prête aux porteurs de projets. Ce poste est en hausse par rapport à 2022 de 445 K€, correspondant à des montants remboursés par les clients et qui seront reversés début 2024 à France Active, gestionnaire du dispositif ;
- Les produits constatés d'avance qui correspondent à des subventions d'ores et déjà accordées à l'Adie, relatives aux exercices à venir (principalement 2024)



Détail des dettes et charges à payer		
	31/12/2023	31/12/2022
Fournisseurs	1 169 695	1 202 293
Fournisseurs - factures non parvenues	517 524	623 905
Dettes fiscales et sociales	6 288 385	6 683 112
- <i>personnel notes de frais</i>	39 483	31 547
- <i>Comité Social et Economique</i>	64 259	63 372
- <i>organismes sociaux</i>	744 130	1 500 615
- <i>dettes liées aux congés à payer</i>	3 091 224	2 661 443
- <i>dettes liées aux primes sur salaires à verser</i>	1 050 740	1 453 310
- <i>personnel compte épargne temps</i>	913 971	756 252
- <i>taxes sur salaires et diverses charges personnel</i>	232 028	199 459
- <i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	152 551	17 114
Autres dettes	41 053 991	32 792 054
- <i>EDEN</i>	3 310 040	3 309 978
- <i>dispositif NACRE</i>	925 743	480 758
- <i>autres primes à reverser</i>	6 388 532	5 553 953
- <i>microassurance</i>	37 593	58 570
- <i>Garanties</i>	30 251 428	23 223 468
- <i>débiteurs divers</i>	140 655	165 327
<b>TOTAL</b>	<b>49 029 594</b>	<b>41 301 364</b>

## 4. Présentation des comptes de l'Adie : le compte de résultat

### 4.1 Le résultat d'exploitation

#### 4.1.1 Les subventions d'exploitation

Les subventions de fonctionnement sont comprises dans les produits de l'association lorsque :

- Cette dernière a reçu une notification d'une collectivité locale (par acte administratif) ou d'un organisme financeur ;
- Et/ou une convention de financement a été signée entre les parties ;
- Et/ou une délibération désigne l'Adie comme bénéficiaire d'une subvention ;
- Et/ou un ou plusieurs versements ont eu lieu.

Les dépenses engagées avant que l'association ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits, exception faite lorsque la subvention a été encaissée par l'association.

Seuls les produits correspondant à des droits acquis sur les partenaires financiers, déterminés par l'analyse des conventions de financement, sont rattachés et enregistrés à l'exercice comptable. Dans le cas où il existe des conditions suspensives, les subventions ne sont enregistrées en produits qu'à la levée de ces conditions.

Les subventions de fonctionnement accordées pour plusieurs exercices à l'Adie sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut, prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance » (cf. tableau correspondant au § 3.3).

Depuis 2023, les financements privés provenant d'organismes sans but lucratif sont comptabilisés en « contribution financières reçues », alors qu'elles étaient auparavant comptabilisées en « Mécénat ».

#### 4.1.2 Les diminutions / augmentations sur conventions des années antérieures

Les produits à recevoir sur subventions de fonctionnement (subventions non encore encaissées à la fin de l'exercice) font l'objet d'une évaluation prudente. En effet, les conventions de financement comportent généralement des clauses qui attachent le montant des subventions à la réalisation d'objectifs annuels (prêts accordés, réalisation budgétaire, production de rapports dans certains délais...). Ces clauses conduisent l'Adie à constater une diminution des produits quand les conditions mentionnées dans la convention ne sont clairement pas remplies et une provision pour dépréciation des produits à recevoir sur subventions quand un risque sur le versement total subsiste. Il convient de noter que les conventions de financement prévoient généralement de limiter le montant de la subvention allouée en fonction des objectifs à atteindre et stipulent rarement un reversement intégral de la subvention. La réduction éventuelle de la subvention s'effectue en principe sur le dernier versement (produits à recevoir).

Lorsqu'un avenant est signé sur une convention portant sur une année antérieure, celui-ci est comptabilisé de manière à ajuster le solde restant à recevoir notifié.

#### 4.1.3 Les dotations aux dépréciations sur subventions à recevoir

La base de la dotation est le montant des créances vis-à-vis des financeurs, diminué des produits constatés d'avance (ils concernent les exercices ultérieurs), des

subventions à reverser à des partenaires (elles sont enregistrées en dettes de l'exercice et ne sont reversées par l'Adie que lorsque cette dernière a reçu les fonds de ses financeurs), des versements sur subventions enregistrés jusqu'à la date d'établissement des comptes annuels.

Le versement des subventions (ou du solde des subventions) nécessite un délai qui peut être très long et demande de nombreuses relances, d'où le risque que l'Adie associe à ces produits.

Le taux de provision est de 50% pour toutes les créances relatives aux subventions restant à recevoir de l'exercice 2022, de 75% pour les exercices 2021 et 2020 et de 100% pour les exercices antérieurs.

S'agissant spécifiquement des fonds FSE, La dépréciation est de 20% pour les conventions de 2021, de 50% pour l'exercice 2020 et de 100% pour les exercices antérieurs à 2020. Ce traitement spécifique tient compte des longs délais habituels de versement sur ces subventions.

Pourcentage de dépréciation	N-1	N-2	N-3	> 3 ans
Subventions hors FSE	50%	75%	75%	100%
Subventions FSE		20%	50%	100%

Par ailleurs, dès lors qu'un risque de diminution de subvention est avéré, soit suite aux conclusions des contrôles effectués par le financeur, soit parce que les objectifs fixés dans la convention n'ont pas été atteints, une provision est comptabilisée.

#### 4.1.4 Les dons manuels

Les dons manuels sont principalement constitués :

- des dons IFI pour 88 767 € ;
- des abandons de frais par des bénévoles pour 125 416€ ;
- de dons Livrets Développement Durable Solidaires pour 84 452 €.

Ces dons sont traités plus globalement dans le § 6 – Le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public.

#### 4.1.5 Les contributions financières reçues

Les fonds versés par le Fonds Adie (217 K€) sont enregistrés en « Contributions financières reçues », sauf les fonds versés au titre d'apports en fonds de prêts apport en capital qui sont comptabilisés en fonds propres.

De même, sont comptabilisés en contributions financières reçues les frais d'expertise de 75 € par prêts versés par le FOGEFI dans le cadre du dispositif de garantie du Fonds de Cohésion Sociale, géré par France Active Garantie.

Depuis 2023, sont également comptabilisées les contributions reçues qui étaient auparavant comptabilisées en Mécénat.

#### 4.1.6 Les cotisations

Elles constituent l'exécution d'une obligation contractuelle résultant de l'adhésion à l'association. Par prudence, seules les cotisations encaissées sont comptabilisées. Les cotisations appelées mais non encaissées ne sont pas comprises dans les produits d'exploitation.

### 4.2 Le résultat financier

Le tableau ci-dessous détaille les produits et charges financiers liés à l'activité de distribution et gestion de crédits de l'Adie.

Les produits financiers sont de quatre ordres :

- les intérêts perçus au taux annuel de chaque contrat de microcrédit (taux fixe pour le client),
- la « contribution de solidarité » perçue en une fois au moment du décaissement du prêt,
- la reprise sur provisions pour microcrédits risqués liée soit au passage en perte des créances, soit à une diminution du risque sur les prêts concernés,
- la quote part de fonds de prêts d'honneur qui couvre les pertes sur prêts d'honneur
- les intérêts sur placements, qui eux ne sont pas liés à l'activité de crédit.

Les charges financières sont composées :

- des pertes prononcées sur les microcrédits (quote-part de risque de l'Adie une fois les mécanismes de garantie mobilisés), et les prêts d'honneur.
- de la dotation aux provisions née d'une nouvelle photographie de l'encours risqué prise au 31/12/2023, en application de la méthode de provision décrite dans le § 2.2.1.2, à laquelle s'ajoute une provision spécifique liée aux mécanismes de garanties régionaux des prêts octroyés en Nouvelle-Calédonie et à Wallis et Futuna, pour lesquels des appels en garantie effectués depuis 2016 n'ont toujours pas été versés. Cette provision s'élève, fin 2023, à 163 K€.
- des intérêts sur les emprunts permettant d'adosser la production de prêts.

#### Incidence sur le résultat des opérations liées au crédit

Rubriques	Produits financiers liés au crédit	Charges financières liées au crédit
Contributions de solidarité	8 673 732	
Revenus d'intérêts sur microcrédits	18 895 346	
Revenus sur créances diverses	75	
Reprise sur provisions microcrédits	1 045 699	
Régularisation sur prêts passés en pertes	142 031	
Quote part de dotation non consommable virée en compte de résultat	8 047 340	
Pertes sur prêts		8 882 779
Dotation provisions sur prêts		2 744 092
Intérêts versés sur emprunts bancaires		2 413 026
Intérêts sur épargne solidaire		411 904
Coupons titres associatifs / CIS		202 932
<b>Total</b>	<b>36 804 223</b>	<b>14 654 733</b>

### 4.3 Le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à -7,5 K€ en 2023 :

#### Détail des charges exceptionnelles

	31/12/2023	31/12/2022
Sur opérations de gestion	8 013	11 479
<i>Pénalités</i>	8 013	11 479
Sur opérations en capital		
<i>Valeur comptable des éléments d'actif cédés</i>		
<b>TOTAL</b>	<b>8 013</b>	<b>11 479</b>

#### Détail des produits exceptionnels

	31/12/2023	31/12/2022
Sur opérations de gestion	464	25 304
<i>Dont indemnité sur litige</i>	86	10 492
<i>Dont régularisations sur charges liées aux salaires</i>	379	14 812
Sur opérations en capital		120 000
<i>Dont quote part sur subvention d'investissement</i>		120 000
<i>Dont produits lié à la fusion absorption d'Adie International</i>		
<i>Dont produits de cession</i>		
<b>TOTAL</b>	<b>464</b>	<b>145 304</b>

En 2022, les produits exceptionnels étaient essentiellement constitués par l'utilisation d'une subvention d'investissement de 120 K€.

#### 4.4 Synthèse des provisions

##### Tableau des provisions ayant une incidence sur le résultat

Situations et mouvements Rubriques	Provisions au début de l'exercice A	Augmentations : dotations de l'exercice B	Diminutions : reprises de l'exercices C	Provisions à la fin de l'exercice D
Provision pour risques prud'hommes	72 036		40 523	31 513
Provision sur risque social	187 200		187 200	
Provision pour dépr. Sub à recevoir				
Provision pour risque sur garantie	418 000		255 000	163 000
<b>Total provisions pour risques et charges</b>	<b>677 236</b>		<b>482 723</b>	<b>194 513</b>
Provision sur titres de participation	30 870		17 876	12 993
Provision sur prêts	9 610 107	2 744 092	790 699	11 563 500
Provision pour dépr. sub à recevoir	3 197 233	216 144		3 413 377
Provision sur actif circulant	50 020			50 020
<b>Total provisions sur actif</b>	<b>12 888 229</b>	<b>2 960 236</b>	<b>808 575</b>	<b>15 039 890</b>
<b>Total des provisions</b>	<b>13 565 465</b>	<b>2 960 236</b>	<b>1 291 297</b>	<b>15 234 403</b>
Dont dotations :				
- d'exploitation		216 144	227 723	-11 579
- financières		2 744 092	1 063 575	1 680 518
- exceptionnelles				

Les provisions à la fin de l'exercice sont comptabilisées

- au passif pour les provisions risques et charges
- à l'actif pour les provisions sur les immobilisations financières, et les provisions sur subventions

Les augmentations et diminutions de provisions sont quant à elles visibles dans le compte de résultat (les dotations sont en charges et les reprises en produits)

- dans la partie financière s'agissant des provisions sur prêts et sur les titres de participation
- dans la partie exploitation pour toutes les autres provisions

Les principales dotations concernent :

- la provision sur prêts
- les provisions sur subventions

Les principales reprises correspondent à la reprise de provision sur prêts.

Enfin, l'Adie réévalue chaque année la provision sur les titres détenus sur la structure AMSI, et des institutions de microcrédit (MicroLux, Microstart et Afi).

A fin décembre 2023, cette évaluation est basée sur la situation financière à fin 2022 de ces entités.

Tableau des filiales et participations									
Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur Brute des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'exercice
I - Renseignements détaillés concernant les filiales et participations									
AMSI - France (a)	520 000	88 099	3,85%	20 000				36 164	néant
Microlux - Luxembourg (a)	999 932	( 102 264)	1,00%	10 000				( 37 474)	néant
Microstart - Belgique (a)	11 666 000	( 8 695 006)	0,09%	10 000				( 1 078 466)	néant
Afi - Grèce (a)	151 223		6,88%	10 400				( 223 457)	néant
Total				50 400					

(a) Chiffres relatifs à l'arrêté comptable du 31/12/2022

## 4.5 Le commissaire aux comptes

Les charges d'honoraires du commissaire aux comptes enregistrées au titre de 2023 s'élèvent à :

- 51 000 € pour le contrôle des comptes annuels Adie
- 7 812 € pour les missions ponctuelles Adie (notamment certifications des comptes régionaux pour le FSE)

## 4.6 Les salariés et les dirigeants de l'Adie

L'effectif total au 31/12/2023 s'établit à 831 (contre 758 au 31/12/2022) dont :

- 324 hommes et 507 femmes ;
- 808 CDI et 23 CDD.

La rémunération brute des trois plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles de l'association, au sens de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, s'est élevée à 0 € au titre de l'exercice 2023.

Par ailleurs la rémunération brute soumise à cotisations des cinq plus hauts salaires de l'association s'est élevée à 503 845 € au titre de l'exercice 2023.

## 5. Les engagements hors bilan

### 5.1 Engagements de départ en retraite

Une indemnité de départ en retraite a été calculée à titre indicatif mais non provisionnée. Elle s'élève à 1 080 799 € pour 2023 contre 864 584€ pour 2022, charges patronales incluses.

La hausse en 2023 est liée à l'augmentation des effectifs, à l'augmentation des salaires, et à la baisse du taux d'actualisation entre le 31/12/2022 et le 31/12/2023.

L'indemnité de départ en retraite est calculée en fonction des éléments suivants :

Méthode d'évaluation : suivant la recommandation du CNC reprenant la norme IAS n°19

- Table de mortalité (hommes/femmes) : TF 00-02 (avec décalage d'âge)
- Départ volontaire à 65 ans
- Catégorie : Ensemble du personnel
- Probabilité d'être présent à l'Adie au terme : table de rotation du personnel
- Evolution annuelle des salaires : 1,8 %
- Charges sociales patronales : 40%
- Taux d'actualisation : 3,20%

### 5.2 La sectorisation concernant les activités de microfranchise solidaire, les activités internationales et diverses prestations

Les activités Microfranchise solidaire, Internationale et Microassurance sont fiscalisables.

Malgré un résultat bénéficiaire, et du fait d'un report déficitaire des années précédentes, il n'y a pas d'impôt à payer.



#### Adie - activité sectorisée

Libellé	Montants
Charges d'exploitation	-426 648
Produits d'exploitation	510 894
<b>Total Bénéficiaire</b>	<b>84 246</b>

### 5.3 Les garanties sur les prêts

Le tableau ci-dessous représente la garantie apportée par les différents dispositifs, sur les prêts provisionnés, garantie qui n'est pas visible au bilan, qui ne tient compte que de la quote-part de risque qui pèse sur le compte de résultat de l'Adie.

#### Engagements hors bilan

Provisions sur prêts à la clôture de l'exercice 2021	31/12/2023
Provisions sur garanties bancaires	6 022 798
Provision sur fonds de garantie	105 783
Provision sur la garantie FOGEFI	15 882 424
Provision sur la garantie FEI	10 002 929
Provision sur la garantie Fonds de cohésion sociale	5 450 796
Provision sur les garanties de Nouvelle Calédonie	1 809 025
Provision sur fonds de crédit	62 795
<b>Total</b>	<b>39 336 550</b>

Le tableau ci-dessous illustre pour chacun des dispositifs de garantie les engagements disponibles pour la prise en charge de pertes futures, en l'état des conventions signées avec chaque partenaire.

Engagements hors bilan	
Garanties sur les prêts-disponible sur contrat	Disponible au 31/12/2023
Engagements des partenaires bancaires	14 780 783
Engagement du FOGEFI	6 328 350
Engagement du FEI Easi	3 412 851
Engagement du FEI EGF	15 035 317
Engagement du FEI Invest EU	8 628 891
Engagement de la Bpifrance	7 015 267
Engagements des fonds de garantie sur la Nouvelle Calédonie	1 809 025
<b>Total</b>	<b>57 010 483</b>

Les prêts en Nouvelle Calédonie sont garantis par des fonds régionaux. Le niveau d'engagement lié à ces garanties est fonction de la capacité des fonds qui couvrent par ailleurs d'autres structures.

#### 5.4 Garantie donnée sur les emprunts

Dans le cadre des engagements hors bilan, le capital restant dû sur les emprunts bancaires est lié à un acte de cession de créances professionnelles soumis aux articles L.313-23 à L.313-34 du Code Monétaire et Financier.

#### 5.5 Emprunts signés restant à débloquer

En fin d'année, certains emprunts signés par l'Adie n'ont pas encore été débloqués. Ils pourront l'être au cours de l'année 2024 pour financer des microcrédits.

## 6. Avantages et ressources provenant de l'étranger

Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2023

Etat du contributeur	Date (b) de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique (c) du contributeur	Nature (d) de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect (d) de	Mode de paiement (d)	Montant ou valorisation de l'avantage
EMIRATS ARABES UNIS	23/12/2023	personne physique	espèces	direct	CARTE BANCAIRE	1 000
Total-Etat AE						1 000
MAURICE	10/01/2023	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/02/2023	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/03/2023	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/04/2023	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/05/2023	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/06/2023	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/07/2023	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/08/2023	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/09/2023	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/10/2023	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/11/2023	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
MAURICE	10/12/2023	personne physique	espèces	direct	PRELEVEMENT	1
Total-Etat MU						12
Total général						1 012

a : Les avantages et ressources sont regroupés par Etat.

b : Les avantages et ressources sont classés, pour chaque Etat, par ordre chronologique en fonction de la date de l'encaissement ou, pour un avantage ou une ressource non pécuniaire, la date à laquelle il est effectivement acquis ou la période durant laquelle il est accordé.

c : Indiquer s'il s'agit :

d'un Etat ou d'une autre collectivité publique ;

d'une autre personne morale ;

d'une personne physique.

d : Conformément à l'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021.

## 7. Tableau du compte de résultat par origine et destination suivi du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

L'Adie reçoit des dons directement ou indirectement grâce à des partenaires organisant des collectes au profit des actions de l'association. Une bonne partie des dons provient également des abandons de frais réalisés par les bénévoles de l'Adie. Par ailleurs, l'Adie reçoit des financements d'entreprises sous forme de « mécénat ».

Conformément au règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, l'Adie présente son compte de résultat par origine et destination suivi du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, accompagné des informations relatives à son élaboration, soit inclus dans l'annexe des comptes annuels.

### 7.1 Les emplois

#### La mission sociale

L'Adie a une mission sociale qui est de promouvoir directement ou indirectement le droit à l'initiative économique des catégories de population les plus défavorisées

porteuses de projets de création ou de développement d'activité économique. Cette mission donne aux porteurs de projets l'accès (ou le retour) à l'emploi, en les plaçant dans des conditions leur permettant d'exercer ce droit par l'octroi de toutes formes de concours et appuis en particulier techniques et/ou financiers adaptés à leur situation et à leurs besoins.

Le coût des missions sociales d'un montant total de 60 383 344 € est notamment valorisé par :

- l'intégralité des charges du réseau de l'Adie pour un montant de 36 592 108 €
- les charges des plateformes d'accueil, de recouvrement, de gestion des prêts, incluant les charges financières pour un montant de 22 744 255 €
- les frais de plaidoyer pour un montant de 164 227 €
- les frais de la direction du développement, du Réseau, de l'Offre de services et de la Proximité pour un montant de 1 506 715 €
- les frais liés aux activités sectorisées (activité internationale, activité micro-assurance, activité micro-franchise) pour un montant de 426 648 €
- les frais de communication clients pour un montant de 831 901 €
- une quote-part des dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles.

#### Frais de recherche de fonds

Les frais de recherche de fonds correspondent aux charges directes du service de collecte, ainsi qu'une quote-part des dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles.

#### Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement correspondent au total des charges diminuées des frais de mission sociale et des frais de recherche de fonds mentionnés ci-dessus. Ces frais concernent principalement les fonctions du siège.

La répartition des coûts est faite sur la base de la comptabilité analytique. Les charges indirectes sont réparties au prorata du total des charges de chaque rubrique.

## 7.2 Les ressources

Les ressources collectées auprès du public correspondent à :

- la ligne « Dons » du compte de résultat pour 299 K€. Ce montant provient des sommes suivantes :
  - 125 K€ d'abandon de frais de la part des bénévoles
  - 89 K€ de dons sur IFI
  - 84 K€ issus de Livrets Développement Durable Solidaires
- La ligne « Mécénat » du compte de résultat pour 1 608 K€.

Les concours publics et subventions d'exploitation correspondent aux subventions publiques, soit au total 30 953 K€.

Les autres produits non liés à la générosité du public correspondent essentiellement aux produits financiers sur les prêts.

Les emplois des ressources liées à la générosité du public permettent de financer l'intégralité des frais d'appel à la générosité du public, en dehors de ceux financés sur ressources propres de l'Adie, et de financer les missions sociales, et les frais de recherches d'autres ressources, au prorata du total des charges de chacune de ces catégories et dans le respect de la volonté des donateurs et mécènes qui ont souhaité flécher leurs dons sur des projets spécifiques.

### 7.3 Les contributions volontaires

L'Association regroupe en moyenne sur l'année 1 155 bénévoles (1 130 bénévoles à fin décembre 2023, contre 1 181 fin décembre 2022) et dispose, dans certaines régions, de locaux à titre gratuit (au nombre de 356, y compris les permanences). Les bénévoles effectuent des missions diverses à l'Adie. Ils sont mobilisés sur l'ensemble des temps forts de la relation client, instruction de demande de crédit incluse. Les bénévoles sont également mobilisés dans les directions du siège où ils viennent en appui, soit via des missions administratives, soit avec une fonction d'expert.

Les contributions volontaires effectuées à titre gratuit par les bénévoles ont été valorisées à 15,0 M€ pour l'exercice 2023 sur la base des éléments suivants :

- Le nombre de jours moyens d'intervention par bénévole sur une année est de 46 (donnée issue de l'enquête bénévoles 2019) ;
- La valeur de chaque journée de travail est établie à 282,27 €.

Le Bureau du 22 janvier 2015 a fixé comme référence pour valoriser le travail des bénévoles le calcul suivant : coût annuel équivalent à 2 fois le SMIC brut complété des charges patronales (à 50%), avec un SMIC de référence pris au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N. Le coût jour est obtenu en divisant le montant obtenu par 218 jours ouvrés.

Les autres contributions en nature sont des mises à disposition de locaux pour un nombre de 356, dont :

- 8 sont valorisées selon les conventions à 9 690 € pour l'année 2023
- 348 ne sont pas valorisés dans les conventions. La valorisation de ces locaux est estimée à 306 125,46 € selon les hypothèses suivantes :
  - Une présence de 2 jours par semaine pour les 296 permanences concernées, et 5 jours par semaine pour les 10 antennes concernées
  - une superficie moyenne de 10m<sup>2</sup> pour les permanences
  - la valorisation du m<sup>2</sup> pour chaque local est réalisée sur la base du coût moyen du m<sup>2</sup> des antennes du département ou de la direction régionale

#### 7.4 Le mécénat de compétence

Pour un certain nombre de prestations, l'Adie a régulièrement recours au mécénat de compétence (ce qui est différent du mécénat d'entreprises privées cité plus haut) : il s'agit pour des entreprises partenaires de l'Adie de mettre à sa disposition des compétences expertes sans contrepartie financière.

Ces prestations en nature correspondent à de la mise à disposition de collaborateurs à temps plein pour des projets nationaux et régionaux pour 866 258 €.

# COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 908 960	1 908 960	4 157 605	4 157 605
1.1 Cotisations sans contrepartie	2 270	2 270	2 430	2 430
1.2 Dons, legs et mécénat	1 906 690	1 906 690	4 155 175	4 155 175
- Dons manuels	299 113	299 113	195 017	195 017
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat	1 607 577	1 607 577	3 960 158	3 960 158
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	42 863 819		25 113 688	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	4 702 640		1 629 075	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	38 161 179		23 484 613	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	30 952 601		28 125 280	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	1 291 298		1 757 595	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS				
<b>TOTAL</b>	<b>77 016 678</b>	<b>1 908 960</b>	<b>59 154 172</b>	<b>4 157 605</b>
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	60 383 344	1 665 445	44 641 371	3 136 679
1.1 Réalisées en France	60 383 344	1 665 445	44 641 371	3 136 679
- Actions réalisées par l'organisme	60 383 344	1 665 445	44 641 371	3 136 679
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	782 075	243 515	2 020 258	212 712
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	228 239	228 239	1 151 682	151 682
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	553 836	15 275	868 576	61 030
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	13 019 430		11 502 548	808 214
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	2 960 236		892 637	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	138 291		17 114	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE				
<b>TOTAL</b>	<b>77 283 376</b>	<b>1 908 960</b>	<b>59 073 928</b>	<b>4 157 605</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-266 698</b>		<b>80 244</b>	

# COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	15 879 255	15 879 255	16 250 673	16 250 673
Bénévolat et mise à disposition	15 869 565	15 869 565	16 206 129	16 206 129
Prestations en nature	9 690	9 690	44 245	44 245
Dons en nature			299	299
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
<b>TOTAL</b>	<b>15 879 255</b>	<b>15 879 255</b>	<b>16 250 673</b>	<b>16 250 673</b>
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	15 684 491	15 684 491	16 059 365	16 059 365
1.1 Réalisées en France	15 684 491	15 684 491	16 059 365	16 059 365
1.2 Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	194 764	194 764	191 308	191 308
<b>TOTAL</b>	<b>15 879 255</b>	<b>15 879 255</b>	<b>16 250 673</b>	<b>16 250 673</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC					
EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES	1 665 445	3 136 679	1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 908 960	4 157 605
11 Réalisées en France	1 665 445	3 136 679	11 Cotisations sans contrepartie	2 270	2 430
Actions réalisées par l'organisme	1 665 445	3 136 679	12 Dons, legs et mécénats	1 906 690	4 155 175
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			Dons manuels	299 113	195 017
12 Réalisées à l'étranger			Legs, donations et assurances-vie		
Actions réalisées par l'organisme			Mécénats	1 607 577	3 960 158
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			13 Autres ressources liées à la générosité du public		
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	243 515	212 712			
21 Frais d'appel à la générosité du public	228 239	151 682			
22 Frais de recherche d'autres ressources	15 275	61 030			
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT		808 214			
TOTAL DES EMPLOIS	1 908 960	4 157 605	TOTAL DES RESSOURCES	1 908 960	4 157 605
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE			3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	1 908 960	4 157 605	TOTAL	1 908 960	4 157 605
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public (-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1		EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	15 684 491	16 059 365	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	15 879 251	16 250 374
Réalisées en France	15 684 491	16 059 365	Bénévolat / mises à disposition	15 869 565	16 206 129
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature	9 690	44 245
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS			Dons en nature		299
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	194 764	191 308			
TOTAL	15 879 251	16 250 673	TOTAL	15 879 251	16 250 673

# TABLEAUX DE SYNTHÈSE

## 1 Situation de l'actif réalisable et disponible

SITUATION DE L'ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE		
ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE (1)	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations (titres, obligations)	2 162 588	9 000 000
Prêts	167 258 957	152 045 320
Autres immobilisations financières (cautions sur loyers)	94 620	12 300
Avances et acomptes versés sur commandes (de fournisseurs d'exploitation)		
Autres créances principalement subventions d'exploitation)	48 289 683	41 893 465
<i>Sous total</i>	<i>217 805 848</i>	<i>202 951 085</i>
Valeur mobilières de placement		
Disponibilités	68 260 772	36 022 697
<b>Total</b>	<b>286 066 620</b>	<b>238 973 782</b>

PASSIF EXIGIBLE (1)	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) (emprunts bancaires)	109 264 820	92 932 900
Emprunts et dettes financières divers (billets à ordre émis sur l'épargne salariale)	16 481 701	14 096 659
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 687 219	1 826 198
Dettes fiscales et sociales	6 288 385	6 683 112
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes (EDEN et primes)	17 147 481	14 448 965
<b>Total</b>	<b>150 869 606</b>	<b>129 987 835</b>

Actif / Passif      189,61%      183,84%

(1) Conceptions retenues :  
 - Toutes les créances et dettes  
 - Sans les "charges à payer" et "les produits à recevoir"

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque

## 2. Tableau de financement, première partie : haut de bilan

TABLEAU DE FINANCEMENT, PREMIERE PARTIE ("haut de bilan")

EMPLOIS	31/12/2023 (a)	31/12/2022 (a)	RESSOURCES	31/12/2023 (a)	31/12/2022 (a)
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :			Capacité d'autofinancement de l'exercice	2 221 795	41 897
Immobilisations incorporelles	332 926	385 821	Cession ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé:		
Immobilisations corporelles	474 141	488 255	Cession d'immobilisations incorporelles	76	0
Immobilisations financières (1)	193 136 543	164 034 864	Cession d'immobilisations corporelles	167 759	97 370
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Cession ou réduction d'immobilisations financières (4)	155 656 651	128 195 321
Réduction des fonds propres et des garanties (2)	19 633 115	1 302 274	Augmentation des fonds propres et des garanties	2 419 902	15 046 348
Remboursements des dettes financières (3)	116 921 513	111 979 165	Augmentation des dettes financières	203 631 134	111 494 750
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>330 498 238</b>	<b>278 190 379</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>364 097 317</b>	<b>254 875 686</b>
Variation du fonds de roulement net global (Ressource nette)	33 599 079		Variation du fonds de roulement net global (Emploi net)		23 314 693

(1) Achats de titres, des décaissements de prêts et des versements de cautions sur loyers

(2) Fonds sans et avec droit de reprise, des fonds de crédit et des fonds de garantie

(3) Emprunts bancaires et billets à ordre émis sur l'épargne salariale

(4) Ventes de titres, encaissements sur prêts et remboursements de cautions sur loyers

(a) La variation est calculée entre la date indiquée et celle du 31 décembre de l'année précédente.

### 3. Tableau de financement, seconde partie : bas de bilan

TABLEAU DE FINANCEMENT, SECONDE PARTIE ("bas de bilan")						
Variation du fonds de roulements net global	31/12/2023			31/12/2022		
	Besoin (1)	Dégagement (2)	Solde (2-1)	Besoin (1)	Dégagement (2)	Solde (2-1)
Variation "Exploitation"						
<i>Variations des actifs d'exploitation :</i>						
Créances clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation (I) (a)	6 425 084				15 098 584	
<i>Variations des dettes d'exploitation :</i>						
Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation (II) (b)	3 197 856			8 507 880		
Totaux	9 622 940	0		8 507 880	15 098 584	
A. Variation nette "Exploitation" *			-9 622 940			6 590 704
Variation "Hors Exploitation":						
Variation des autres débiteurs		8 261 937		2 741 230		
Variation des autres créditeurs (c)						
Totaux	0	8 261 937		2 741 230	0	
B. Variation nette "Hors Exploitation" *			8 261 937			-2 741 230
TOTAL A+B :	9 622 940	8 261 937		11 249 110	15 098 584	
Fond de roulement ( Besoin si négatif, Dégagement si positif)						
Dégagement net de fonds de roulements de l'exercice			-1 361 000			3 849 474
Variation de trésorerie						
Variations des disponibilités (d)	32 238 075				19 465 219	
Totaux	32 238 075	0		0	19 465 219	
C. Variation nette "Trésorerie" *			-32 238 075			19 465 219
Variation du Fonds de roulement net global (A+B+C)						
Emploi net			33 599 079			-23 314 692
Ressource nette						

\* Les montants sont assortis du signe (+) lorsque les dégagements l'emportent sur les besoins et du signe (-) dans le cas contraire.

(I) Y compris charges constatées d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(II) Y compris les produits constatés d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(a) Il s'agit des créances sur subventions sans les provisions sur prêts douteux pris en charge par les garants.

(b) Il s'agit des dettes fournisseurs, des dettes fiscales et sociales.

(c) Les dispositifs de primes et avances remboursables EDEN sont repris sur cette ligne.

(d) Y compris les valeurs mobilières de placement.

## 4. Plan de financement prévisionnel

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL			
en KC	2022 réalisé	2023 réalisé	2024 prévisionnel
Emplois			
Investissements nouveaux	164 909	193 944	221 516
dont immobilisations incorporelles	386	333	300
dont immobilisations corporelles	488	474	300
(1) dont immobilisations financières (prêts)	163 996	193 022	220 916
dont autres immobilisations financières (placements)	39	115	0
Besoin en fonds de roulement	-3 849	1 361	-649
Remboursements d'emprunts	113 281	136 554	138 752
dont remboursements emprunts	103 479	101 215	120 852
(2) dont remboursements épargne salariale	8 500	15 706	15 900
(3) dont utilisations fonds de garanties, fonds de PH, fonds de crédits	1 302	19 633	2 000
Total	274 341	331 859	359 619
Ressources			
(4) Capacité d'autofinancement	41	2 222	1 303
Désinvestissements	128 294	155 824	161 084
dont immobilisations incorporelles	0	0	0
dont immobilisations corporelles	97	167	0
dont immobilisations financières (prêts)	128 197	146 502	161 084
dont autres immobilisations financières (désinvestissement)	0	9 155	0
Ressources extérieurs	126 541	206 050	199 544
dont emprunts activité de microcrédits	103 899	182 417	176 574
dont épargne salariale	7 596	21 214	22 970
dont divers (intérêts courus et comptes débiteurs)			
dont augmentations des fonds de garanties, fonds de PH, fonds de crédits	15 046	2 420	0
Total	254 876	364 096	361 931
Excédent ou insuffisance de ressources	-19 465	32 238	2 312

(1) production de prêts d'honneur et de microcrédits

(2) l'hypothèse d'un renouvellement des BAO d'épargne salariale a été retenue : faible variation entre les emplois et les ressources

(3) Les pertes et les remboursements diminuent les fonds

(4) la capacité d'autofinancement est évaluée d'après le résultat prévisionnel